



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2024-03-16/2024-03-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 16 mars.

Ramesh Rajasingham : « Goma est encerclé par les groupes armés ». Avant même les nouvelles arrivées, selon le représentant du bureau d'Ocha à Genève et Directeur de la division de la coordination des opérations humanitaires, il y avait déjà un demi-million de personnes déplacées, particulièrement vulnérables dans cette ville. A ce sujet, il a discuté avec le gouverneur de province et le service de la protection civile, notamment pour s'assurer de l'accès à la terre pour les personnes déplacées. Il a salué le travail des acteurs humanitaires sur terrain, « qui sont les premiers répondants auprès des populations vulnérables. Ils font ce qu'ils peuvent, ils ont reçu des financements grâce à la générosité des bailleurs. Mais, ils ne peuvent pas suivre le volume des besoins ». Les personnes déplacées sont traumatisées, effrayées au quotidien, pour leurs filles, et pour les risques de violences basées sur le genre et violences sexuelles. « On a besoin d'un soutien accru des bailleurs des fonds et des donateurs, pour financer le plan de réponse humanitaire 2024 », a souligné ce cadre d'Ocha.

Bunia : au moins 8 personnes mortes par balles en deux mois. Le dernier cas remonte à vendredi dernier, où un taximan moto a été abattu par des bandits armés au quartier Sukisa 2. Des jeunes en colère ont manifesté dans la rue, paralysant ainsi les activités économiques, le même vendredi, au centre-ville et dans la partie Sud de Bunia. Président de la communauté Yira et membre de la famille du défunt a exigé aux autorités la sécurité. Le gouverneur de l'Ituri, assure que des enquêtes sont en cours pour mettre la main sur ceux qui se livrent aux tueries des civils innocents à Bunia et ses environs. Il appelle la population au calme et l'invite à faire confiance aux services de sécurité.

Kinshasa : l'APCSC promet de veiller au respect du contrat renégocié entre la RDC et la Sicomin. Pour le Directeur général de l'Agence de pilotage et de suivi des conventions de collaboration entre la RDC et ses partenaires (APCSC), les gens ne respectent que ce qu'on inspecte et s'il n'y a pas inspection, il n'y a pas respect. Il a également promis de veiller à ce que les infrastructures de qualité soient construites en RDC suites aux projets miniers.

Législatives à Bulungu : AAC/PALU salue la confirmation de Donatien Bitini devant la Cour Constitutionnelle. « Nous avons suivi avec stupéfaction la réaction du groupement politique 2A/TDC qui s'insurge contre l'arrêt entrepris par la Cour constitutionnelle sur la circonscription électorale de Bulungu, en estimant mais à tort que c'est l'élu du groupement politique AAC/PALU, Donatien Bitini Talabau qui était visé au procès dudit groupement ». Il a expliqué qu'il n'appartient pas à un requérant de choisir qui il veut invalider.

Lubumbashi : le sac de maïs de 25 Kg se vend à 18,5 USD au lieu de 14,5 malgré l'exonération. Le président de l'Association des commerçants opérant à l'étranger condamne les commerçants qui, bénéficiant de l'exonération, s'enrichissent au détriment de la population. Il a encouragé l'Etat à prendre des sanctions contre les réfractaires de cette mesure d'exonération. D'après lui, « un sac de la farine de maïs devait revenir à 13 USD à Kasumbalesa et 14,5 USD à Lubumbashi.

Recherche scientifique : signature du protocole d'accord entre l'UNIKIN et l'Université de Dakota du Sud, dans le domaine de l'enseignement et de la recherche scientifique. Cet accord a pour but de promouvoir les recherches dans le secteur des sciences géo-spatiales, notamment en agronomie et en foresterie, d'après Jon Stauff, représentant du recteur de l'Université d'Etat de Dakota du Sud. Les deux parties ont par ailleurs sollicité le soutien du ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire dans la mise en œuvre de cet accord.

Kwilu : évasion de 33 détenus du cachot du parquet près le tribunal de paix d'Idiofa, dans la nuit du 14 au 15 mars. Selon la société civile locale, cette évasion est due notamment aux mauvaises conditions de détention et la détention prolongée sans être jugées à cause de la carence de magistrats. Ces 33 évadés, ont repris leur liberté en escaladant les murs après avoir troué le plafond pour les uns, et d'autres sont sortis par la porte centrale, laissant ainsi la cellule complètement vide. Le policier de garde est aussi porté disparu avec son arme.

Beni : mauvaises conditions hygiéniques des femmes détenues à la prison centrale. Avec un total de 703 détenues, le coordonnateur de la société civile affirme que seule, une toilette fonctionne pendant que deux autres sont bouchées depuis plus de trois mois. Il a appelé les autorités à se pencher sur cette situation pour éviter le pire et demande au parquet civil et militaire d'aller vers ces mamans pour auditionner leurs dossiers en vue de libérer certaines mamans.

Conflit Teke-Yaka : des centaines de familles déchirées dans le Grand Bandundu et à Kinshasa (ECC). Plusieurs familles sont déchirées et affectées par le conflit Teke-Yaka dans Grand Bandundu et à Kinshasa, a révélé le 15 mars, l'enquête du Service protestant de développement de la Diaconie de l'Eglise du Christ a du Congo (ECC). « J'ai rencontré à Kikwit, des communautés déchirées par ces conflits. Et quand je voyais tout près de nous ici à Masina, des communautés qui accueillent 200, 300 familles, on voyait là des personnes qui sont déplacées, qui ont laissé tout derrière eux. Ils n'ont plus d'activités économiques, ils doivent pouvoir survivre avec leurs familles. Ils ont aussi besoin de l'aide ». Les besoins prioritaires, c'est-à-dire les besoins en premier lieu pour ces familles déplacées, sont ceux de substance.

Mbuji-Mayi dans le noir depuis une semaine à la suite du vol des cornières de la ligne haute tension. Celles-ci aident au transport de l'énergie électrique à partir de la centrale hydroélectrique de Tshiala, à 20 km de la ville, dans le territoire de Katanda et de certains actes de vandalisme sur le réseau électrique. D'après le Directeur général de l'entreprise Énergie du Kasai, sur 97 pylônes existants, les inciviques ont déjà vandalisé 46.

Bukavu : infirmiers et paramédicaux réclament la « bancarisation » de leurs salaires et primes. Les professionnels de santé et autres agents administratifs de Bukavu (Sud-Kivu) ont organisé, vendredi 15 mars, une marche pacifique pour réclamer la bancarisation de leurs salaires et primes. Pour ces professionnels de santé, leur secteur doit subir un nettoyage profond afin de faire bénéficier les agents actifs à la place des fictifs dont certains ont été appréhendés. Les infirmiers de Bukavu réclament également le paiement de salaire des collègues mécanisés en 2023 avec une vingtaine ou trentaine d'années d'arriérés de salaire pour certains.

Kindu : plus de 30 orphelins bénéficient de l'aide alimentaire et financière. Des femmes, agents de la Direction générale des douanes et accises, à Kindu (Maniema) ont apporté, le 15 mars, de l'aide alimentaire et financière à plus de 30 enfants de l'orphelinat Sifa Kwa Mungu. Ce don est constitué entre autres, des sacs de riz, du sel, d'huile végétale, des savons ainsi qu'une somme d'argent. Selon les donatrices, leur geste entre dans le cadre de la célébration du mois de mars, dédié aux droits de la femme. « Nous les enfants de l'orphelinat Sifa Kwa Mungu dont la fondatrice est maman DidineI Kopi, nous vous sommes infiniment reconnaissants, que Dieu vous bénisse richement ».

Beni : les fils électriques autour du parc national des Virunga « donnent la mort » (Protection civile). Le service de la protection civile de la ville de Beni (Nord-Kivu) prévient que ces fils placés pour protéger la population face aux menaces de plusieurs bêtes sauvages, notamment des pachydermes qui quittent le parc pour dévaster les cultures dans les champs, causent également la mort. Cet appel survient au lendemain de l'électrocution de chèvres.

Ituri: sept décès en une semaine au site des déplacés de Savo. Ces décès font suite aux conditions de vie précaires et à la suspension de l'aide humanitaire dans ce site qui héberge plus de 21 000 personnes affectées par les

atrocités des groupes armés. Selon des sources locales, de nouveaux déplacés, qui ont fui les atrocités des groupes armés dans les groupements Sumbuso, Lona Lodzikpa, Dhendro, Dheja et Gali, ne cessent d'affluer. Ils n'ont pas d'abris, de vivres, de médicaments, avec comme conséquences la mort de sept personnes en l'espace d'une semaine. Ces déplacés demandent au Gouvernement d'accélérer le processus de restauration de la paix dans leur milieu d'origine.

Nord-Kivu : 8 casques bleus de la Monusco blessés dans une attaque à Sake. La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en RRDC, Bintou Keita, condamne, « avec la plus grande fermeté », l'attaque contre des casques bleus survenue ce 16 mars à Sake. Huit casques bleus ont été blessés, dont un grièvement. La cheffe de la Monusco se dit disposée à soutenir toute enquête destinée à déterminer les responsabilités devant les juridictions nationales ou internationales. Elle réaffirme l'engagement de la Monusco aux côtés des Fardc pour renforcer les patrouilles conjointes et unilatérales afin de protéger les populations civiles.

Ouverture de la foire agroindustrielle et artisanale de Goma. Elle se tient depuis le 15 mars dans les installations de Full Gospel. Placée sous le thème: « Le patriotisme économique », cette foire de deux jours veut sensibiliser la population à consommer les produits locaux, en vue de soutenir les entrepreneurs congolais.

Kindu : marche des femmes médecins contre la nouvelle mise en place dans leur secteur. Docteur Fatuma Abdulu, médecin spécialiste en santé publique, exprime son indignation: "Dans le Maniema, nous avons 18 zones de santé, 18 hôpitaux généraux de référence, 13 coordinations de santé, nous avons aussi 6 bureaux à la DPS (Division provinciale de la santé). Dans tous ces postes de responsabilité, il n'y a aucune femme; aucune femme n'est représentée. Parmi nous, il y a 12 spécialistes et les autres sont des médecins généralistes. Nous avons des compétences de gérer les zones de santé, les hôpitaux généraux de référence, de gérer même les bureaux de la DPS".

Dimanche 17 mars.

Impayés depuis 16 mois, les administrateurs de 145 territoires de la RDC interpellent Félix Tshisekedi. Les administrateurs de territoire disent être dans l'incapacité de faire face aux multiples défis de leurs entités respectives : « nous, les administrateurs de 145 territoires de la RDC, venons de totaliser, jour pour jour, une année et quatre mois sans recevoir de la part du Gouvernement central les frais d'installation, les subventions pour le fonctionnement, ni notre salaire moins encore la prime pour les services que nous rendons à la nation. Alors que nous sommes censés gérer les dossiers sensibles liés aux conflits coutumiers, à la sécurité et à l'agression dont fait face notre pays de la part des supplétifs du Rwanda, les pantins du M23, nous, administrateurs des 145 territoires, sommes délaissés, abandonnés ».

Antonio Guterres condamne l'incident ayant blessé huit Casques bleus de la MONUSCO à Sake. Les casques bleus blessés étaient déployés dans le cadre de l'Opération Springbok, lancée en novembre pour protéger les civils dans la région, rappelle le porte-parole du secrétaire général de l'ONU. « Le Secrétaire général rappelle que les attaques visant les Casques bleus des Nations Unies peuvent constituer des crimes de guerre en vertu du droit international. Il souhaite un prompt rétablissement aux Casques bleus blessés lors de l'attaque d'aujourd'hui », note la déclaration. Antonio Guterres réitère son appel à tous les groupes armés congolais et étrangers de déposer les armes immédiatement et d'entreprendre sans délai le processus de désarmement. Il demande au M23 de se retirer de toutes les zones occupées et de respecter les décisions énoncées dans le communiqué de Luanda daté du 23 novembre 2022. Il ajoute que la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC doivent être pleinement respectées.

Pour Mukwege, la levée du moratoire sur la peine de mort illustre un recul du système de protection des droits de l'homme. Pour lui la levée du moratoire sur l'exécution de la peine de mort est inconstitutionnelle et illustre une dérive autoritaire et un recul inquiétant du système de protection national des droits de l'homme. Il souligne que cette « mesure populiste est particulièrement dangereuse dans un pays où la justice est dysfonctionnelle et malade ». Docteur Mukwege recommande l'abolition pure et simple de la peine de mort.

Jospin Mbowa : « L'exécution de la peine de mort aura un impact positif dans la lutte contre l'impunité ». Le coordonnateur de la nouvelle société civile congolaise, antenne de Mambasa, qui salue cette mesure, justifie ses propos par le fait que plusieurs criminels condamnés ne subissaient pas convenablement leur peine, nombreux d'entre eux s'évadaient des prisons et reprenaient leurs actes criminels. Il ajoute que cette décision aura également un effet positif dans la réduction des violences armées et d'autres infractions pénales à la base des conflits meurtriers qui perdurent dans la province de l'Ituri.

EPST : Gouvernement et syndicat trouvent un accord pour améliorer les conditions socioprofessionnelles des enseignants. Le Gouvernement de la RDC et l'Intersyndicale de l'EPST ont aligné sept actions prioritaires à mener dans l'exercice budgétaire 2024 pour atteindre cet objectif. Il s'agit de : l'augmentation salariale; la mécanisation et le réajustement de la prime de la gratuité des enseignants du primaire du secteur public; le paiement des grades transposés; le paiement des enseignants non payés du secondaire et des bureaux gestionnaires; la mise à la retraite des enseignants, la mécanisation de la prime d'encadrement de la paie au profit des agents et cadres des services centraux de l'EPST et enfin, le paiement de la prime pour fonction spéciale en faveur des Inspecteurs et celle spécifique pour les agents d'appoint de l'Inspection générale. Le ministre de l'EPST, qui a conduit la délégation gouvernementale, s'est engagé à travailler avec son collègue du budget pour l'aboutissement de ces revendications.

Equateur : 35 décès de Monkey Pox enregistrés à Bolomba depuis le début de l'année, dans la zone de santé de Monyeka, territoire de Bolomba (Equateur). Mais le groupement Bokala, dans le secteur de Lusanganya, est parmi les aires les plus touchées par la maladie dans la zone de santé de Monyeka. L'infirmier du village, à environ 3 km de Bosilela, s'est dit dépassé à cause du nombre élevé des malades et surtout du manque de médicaments, en vue de la prise en charge des signes cliniques des malades. La maladie se propage ainsi dans cette contrée faute de sensibilisation et d'application des mesures d'hygiène, selon les sources contactées par Radio Okapi.

Un petit avion de la compagnie CAS fait une sortie de piste à son atterrissage à Butembo, ce 18 mars. L'avion avait à son bord une dizaine de passagers. Il n'y a aucun mort, sauf quelques blessés légers parmi les passagers.

Ituri : les femmes humanitaires déplorent les conflits armés qui empêchent l'amélioration de la situation économique. Les femmes humanitaires des agences du système des Nations Unies exerçant dans la province de l'Ituri déplorent la persistance des conflits armés qui, empêchent de nombreuses femmes à effectuer les travaux champêtres et contribuer à l'amélioration de la situation économiques de leurs ménages. Ces femmes appellent les fils et filles de cette province qui ont pris les armes contre leurs sœurs et frères de les rendre pour contribuer à l'émergence de la province. Ces femmes ont aussi organisé une conférence-débat sur le travail ainsi que les produits de champs de la femme paysanne. Une conférence qui s'en est suivi d'une exposition d'œuvres d'arts, des habits, des détergents pour promouvoir l'autonomisation de la femme. Au moins 100 femmes ont pris part à cette activité.

Lubero : 14 aires de santé en passe de rupture des médicaments à la suite de l'afflux des déplacés. « Nous avons 23 centres de santé et un hôpital général de référence. Parmi ces 23 centres de santé, nous n'avons que 9 qui ont un appui des partenaires en offrant les soins gratuits à la population de la zone, y compris bien sûr les déplacés. Mais voilà que nous avons 14 centres de santé, y compris l'hôpital général de Kayina qui n'ont pas d'appui. Et depuis que nous avons reçu cette vague des déplacés à partir du 7 mars 2024, nous avons enregistré des malades qui étaient même obligés d'être soignés gratuitement à cause de leur vulnérabilité », a expliqué Dr Aloïs Maliyabwana. « Nous vivons de l'autofinancement. Dans ces 14 centres de santé non appuyés, le stock en médicaments est en train de s'épuiser surtout qu'il n'y a pas un financement qui vient de l'extérieur. Il faut vraiment l'urgence pour appuyer les centres de santé en médicaments, appuyer le personnel qui va prendre en charge cette population supplémentaire au-delà de la population traditionnelle que nous avons », a-t-il ajouté.

Lundi 18 mars.

Goma : 60 entrepreneurs locaux exposent leurs produits à la première édition de la foire agroindustrielle et artisanale. Les visiteurs ont été sensibilisés au patriotisme économique, qui passe selon les organisateurs de la foire, par la consommation des produits locaux. Que ce soit la petite industrie alimentaire, les différentes gammes des produits cosmétiques, l'artisanat, les champignons, les sandales et bien d'autres produits, les stands de cette foire étaient très attrayants. « A Goma, les gens apprécient mais n'achètent pas. J'aimerais dire à nos consommateurs d'expérimenter nos produits. Qu'ils n'attendent pas seulement les produits importés. » Pour le promoteur de l'organisation Maarifa learning academy, initiatrice de la foire, l'entrepreneuriat est la marque par excellence de la résilience de la population du Nord-Kivu, déterminée à bâtir un avenir meilleur malgré les défis.

Composition du Gouvernement : l'informateur débute ce lundi des entretiens avec les responsables de la coalition majoritaire. Il précise qu'il s'agit d'entretiens avec les responsables des partis et regroupements politiques formellement identifiés au sein de la coalition majoritaire. Ces entretiens devront aboutir aux conclusions à transmettre au chef de l'Etat, en vue de la composition du Gouvernement, le porte-parole de l'informateur.

Lubero : élèves et déplacés cohabitent dans des écoles à Kanyabayonga. Les élèves des écoles primaires de Vuvogho, Rwindi, Amani, Maendeleo et de l'Institut Furaha partagent les salles de classe avec des déplacés. Ces derniers libèrent les salles de classe le matin à l'arrivée des élèves, avant de les réoccuper à la fin des cours. « Certains déplacés sont dans les familles d'accueil, les églises et d'autres dans des écoles. Ils occupent certains complexes scolaires de Kanyabayonga. Et à Kanyabayonga comme il y a un problème d'adduction d'eau, ces

déplacés vivent dans des conditions difficiles ». Ces déplacés fuient les combats entre les Fardc et le M23 à Kirima, Somkivu, Bwalanda, Kibingu et Kibirizi et expriment le besoin urgent d'une assistance humanitaire.

Kongo-Central : l'ECC dénonce le nouveau système de recrutement des enseignants par l'Etat. Dans une déclaration devant la presse à Matadi, l'église du Christ au Congo (ECC) au Kongo-Central a qualifié ce système de « coup de force de la part de l'Etat congolais ». En effet, selon la convention signée avec les établissements scolaires conventionnés, l'Etat ne devrait que superviser ce recrutement et non l'organiser. D'après président provincial de l'ECC Kongo-Central, ce nouveau système est « un véritable coup d'Etat contre les églises. L'appartenance à une église donnée ne sera plus prise en compte dans le recrutement, de telle sorte qu'une religieuse catholique peut, par exemple, se retrouver directrice à Nkamba au nom de la non-discrimination ». Enfin, ils se disent couverts par la loi qui leur garantie la possibilité de réfuter une réforme qui sème le désordre.

Uvira : les autorités provinciales annoncent le démarrage de grands travaux sur la RN5 et RN30. L'autorité urbaine a averti que ces travaux seront précédés par la démolition des constructions anarchiques érigées le long de cette route. « Des nouveaux chantiers qui vont s'ouvrir partout à Uvira, notamment la construction de la RN30 (entre la frontière et le rond-point) et la RN5 (entre le rond-point et le port Kalundu). Nous n'indemniserons personne. C'est un projet du gouvernement national. Nous en sommes bénéficiaires ». Il a indiqué qu'un comité de suivi sera mis sur pied avec comme mission de déterminer quelles maisons détruire et quelles maisons ne pas détruire.

Beni : les exploitants des matériaux de construction conviés à se conformer à la réglementation. Le bourgmestre de Bulengera dans la ville de Butembo affirme que cette interpellation intervient à la suite de nombreux cas d'accidents mortels enregistrés dans ces lieux d'exploitation : « tout ça parce que les exploitants ne prennent pas des précautions de prévention pour sécuriser leur lieu d'exploitation ». Il a aussi révélé que les enfants qui fréquentent ces carrières courent des grands risques car ils peuvent tomber dans des trous marécageux.

Beni : au moins 1 mort et plusieurs disparus dans une nouvelle attaque des ADF à Mundubiena, à plus de 20 km du centre-ville de Beni. La personne tuée est un policier. D'autres sources locales parlent de trois morts dont deux civils. Les assaillants ont incendié plusieurs maisons, emporté du bétail et des produits divers dans des domiciles et boutiques au niveau du rond-point de Mundubiena. Les habitants ont passé la nuit dans la brousse.

Le caucus des notables de Feshi appelle à la cohésion sociale pour le développement du Kwango. « Considérant la controverse houleuse à l'approche de l'élection du gouverneur et focalisée essentiellement sur la remise en cause du principe de gouvernance rotative, à la tête de notre province, nous, notables du territoire de Feshi, à Kinshasa, condamnons avec véhémence, les velléités de certains acteurs politiques qui s'évertuent à remettre en cause le pacte de rotation de gestion entre territoires, dont la principale vertu est de préserver la paix sociale, ferment de l'unité de notre province », a déclaré le porte-parole de ce caucus. Il invite les politiques à privilégier l'intérêt de la province.

Kisangani : Mgr Marcel Utambi visite les détenus de la prison centrale. L'archevêque de Kisangani a conféré avec le directeur de la prison centrale de Kisangani avant de visiter les différentes cellules de cette maison carcérale. Dans chaque pièce, Mgr Marcel Utambi Tapa s'est entretenu avec les chefs des détenus communément appelés kapita afin de s'imprégner de leur situation aussi bien sociale que judiciaire. A l'issue de ces échanges, Mgr Marcel Utambi a réalisé que beaucoup de besoins se font sentir dans cette maison pénitentiaire et qu'il faille la désengorger. Construite pour une capacité de 500 détenus, la prison centrale de Kisangani héberge aujourd'hui près de 1500 prisonniers. Le prélat catholique a promis de plaider leur cause auprès des autorités compétentes pour l'amélioration de leurs conditions. Après un moment de prière et de réconfort moral, Mgr Marcel Utambi a remis des vivres et biens non alimentaires à ses hôtes et les a exhortés à la résilience.

Tension à Bunia après l'incursion d'hommes armés dans une paroisse catholique. Les activités socio-économiques ont été paralysées ce lundi matin 18 mars au quartier Nyakasanza de Bunia en Ituri. Un groupe de fidèles catholiques et certains jeunes du milieu en colère, ont manifesté pour dénoncer le cambriolage la nuit dernière du bureau de la paroisse de l'église catholique par des bandits armés. Un groupe d'hommes munis d'armes à feu a réussi à y entrer après avoir cassé la fenêtre ; tous les objets trouvés à l'intérieur ont été saccagés. Une importante somme d'argent aurait également été emportée. Certains chrétiens parlent de tentative d'assassinat de leur curé.

Beni : 5 déplacés meurent de faim à Kanyabayonga. Le bourgmestre de cette commune indique que ces nouveaux déplacés manquent de vivres. Ils fuient les combats entre les rebelles du M23 et les Fardc dans le Rutshuru. Les déplacés sont à 15 362 ménages. Il précise que les uns, surtout ceux qui n'ont pas de familles à

Kanyabayonga, sont dans les sites et les autres, la majorité, se retrouvent dans les familles d'accueil. Cependant, les familles d'accueil aussi manquent de nourriture car, les populations à Kanyabayonga, Kirumba et Kaina n'accèdent plus à leur champ.

Depuis samedi dernier, le Gouvernement est en train de les assister (haricot, farine de maïs, savon, sel et du riz).

Maniema : 2 morts, 27 blessées et plusieurs dégâts à Pangî à la suite des pluies. Selon le chef adjoint du village Binumbi, cette pluie a causé la mort de deux enfants, une centaine de maisons d'habitation sont écroulées mais aussi neuf églises, un poste de santé et le bureau administratif du groupement. Des arbres sont tombés de part et d'autre de la route empêchant ainsi le passage, a conclu ce chef du village. Il en appelle à une intervention urgente.

Kasaï-Central : le BCECO oblige la société Toha à reprendre les travaux de la route Kananga-Kalamba Mbuji. Le directeur du Bureau central de coordination (BCECO) déplore que son bureau, qui est maître d'ouvrage délégué (Gouvernement et le secteur privé), n'ait vu ni engins ni ateliers sur la ligne, pendant que la piste s'est de plus en plus dégagée. Il a invité le directeur général de l'entreprise Toha Investissement, ainsi que le responsable du bureau de surveillance BKA basé à Kinshasa. Selon la même source, l'entreprise Toha doit justifier des fonds reçus, en septembre 2023, 9 millions USD pour les premiers paiements du contrat.

Peine capitale en RDC : le Cardinal Ambongo redoute "des règlements des comptes sur le plan politique". Pour l'archevêque de Kinshasa : " C'est un pas en arrière. Je ne trouve pas qu'un Gouvernement responsable puisse lever une telle option pour punir les gens qu'on appellerait les traîtres. Premièrement, la notion de traîtres, nous devons d'abord nous mettre d'accord sur ce que cela signifie. Quand je prends la réalité ici au Congo, les grands traîtres à la patrie ce sont ceux qui sont au pouvoir". " Ils n'assument pas le rôle pour lequel ils ont reçu les charges, qui est celui de servir la population. Je ne souhaiterais pas qu'on profite d'une notion floue de traître pour des règlements de comptes sur le plan politique", s'est-il inquiété.

Sud-Kivu : les établissements d'enseignement supérieur et universitaire décrètent une grève générale et sèche. " Nous avons déclenché la grève, et cela, 48 heures après le lancement du préavis de grève, qui avait pris aussi 48 heures. Cette grève, c'est par rapport au retard du paiement (de salaires). Jusqu'au 15 mars dernier, notre employeur n'avait pas encore payé les établissements d'enseignement supérieur et universitaire". Les syndicats de différents établissements du Sud-Kivu, ont fait remarquer que le retard de paiement est devenu récurrent.

Goma : environ 100 000 enfants déplacés manquent d'encadrement. « L'école étant le cadre de protection des enfants par excellence, leur non-encadrement les expose à plusieurs dangers, comme les accidents de circulation », explique le chef de projet à l'ASBL Action des communautés unies pour le développement intégral. Il parle de près de dix cas d'accidents de circulation impliquant ces enfants entre fin février et début mars 2024 sur la RN2 entre le quartier Mugunga et le site Rego. Il évoque aussi les risques liés à la noyade, l'enrôlement forcé dans les groupes armés ou encore les violences sexuelles. L'ASBL encadre environ 2 400 enfants déplacés dans la ville de Goma.

Sama Lukonde relance les activités du programme sino-congolais, après une semaine des négociations autour de la révision du contrat minerais contre construction des infrastructures signé en 2008 par la Chine et la RD Congo. « Cette relance voulue par le chef de l'État, doit être un nouveau départ dans la gestion harmonieuse des activités dont la finalité est de léguer au peuple congolais des infrastructures d'intérêt général et de qualité », a déclaré le chef du Gouvernement sortant.

La coalition Lamuka contre la levée du moratoire sur la peine de mort. Selon le porte-parole de Lamuka, "un régime incapable de garder en prison ceux qui volent des millions de dollars ne sera pas capable d'aller jusqu'à exécuter les infiltrés". Il dit craindre que les opposants politiques et militants des mouvements citoyens soient ceux qui risquent d'être victimes de cette mesure. La ministre de la Justice et garde des sceaux a expliqué, dans une note que cette mesure visait à débarrasser l'armée des traîtres et mettre fin aux actes de terrorisme et de banditisme urbain.

Kinshasa : le journaliste Bujakera peut sortir de la prison ce mardi. Le tribunal de grande instance de Kinshasa-Gombe a condamné ce lundi 18 mars le journaliste Stanis Bujakera à six mois de servitude pénale. Puisque ayant déjà purgé cette peine en prison, ce dernier doit en sortir normalement ce mardi. Le condamné est également sommé de payer une amende d'un million de francs congolais (364 USD). Le ministère public, qui avait requis vingt ans de prison ferme contre le journaliste, n'a pas fait appel. Rien ne peut donc s'opposer à sa sortie de prison. Ce verdict coïncide avec l'appel à une manifestation des organisations professionnelles pour la libération pure et simple du prévenu. Le président de l'Union nationale de la presse congolaise (UNPC)/section Kinshasa, a en effet appelé les organisations professionnelles des médias à se mobiliser pour la libération du journaliste Stanis Bujakera. Il a, à cet effet, invité les journalistes à être présents à la prison centrale de Makala afin d'assister au prononcé du verdict et à rester mobilisés pour la suite des événements.

Mardi 19 mars.

Plusieurs villages et cités de Lubero surpeuplés des déplacés de guerre (Rapport). L'ONG Kijiji cha Amani (îlot de la Paix) indique qu'à ce jour, la zone de santé de Kayina a accueilli 50 000 ménages de déplacés. Ils sont hébergés dans les cités et villages de Kanyabayonga, Kayina, Bulotwa, Mighobwe, Luofu, Kataro, Kalevya et Kirumba. La commune rurale de Kanyabayonga héberge à elle seule 30 000 déplacés, dont au moins 20.000 arrivés récemment dans la zone à la suite de l'intensification des combats entre les Fardc et rebelles du M23 dans territoire de Rutshuru. Selon cette ONG, la plupart de ces déplacés vivent dans des familles d'accueil, les églises et certaines écoles où ils partagent les salles de classe avec les élèves. Leurs mauvaises conditions de vie exposent les femmes déplacées aux violences de toutes sortes, y compris à l'exploitation sexuelle.

Contentieux électoraux : la mission d'observation électorale « Regard Citoyen » exhorte la Cour constitutionnelle à publier ses arrêts. Dans une conférence de presse, le porte-parole de cette mission d'observation électorale, explique cette démarche par le fait que les décisions rendues par cette Cour ont provoqué des réactions diverses au sein de l'opinion. Il exhorte également les candidats lésés par des erreurs matérielles de saisir la Cour. **Contentieux électoraux: des jeunes font pression sur la cour d'appel de Kisangani,** pour dénoncer des supposées « manœuvres de la cour d'appel tendant à invalider les vrais élus proclamés par la Ceni au profit des candidats malheureux ». Cette prétendue tentative d'invalidation serait commanditée, selon eux, par certains candidats malheureux aux dernières élections provinciales. Ils ont demandé à la cour de « respecter la volonté du peuple ».

La Monusco travaille aux côtés de l'armée pour mettre fin à l'activisme des groupes armés. Selon le porte-parole des opérations militaires Sokola 1, parmi les partenaires figurent les forces de la Monusco, les soldats ougandais ainsi que les jeunes combattants locaux appelés Wazalendo qui appuient l'armée. Il demande à la population de soutenir ces partenaires afin de freiner la menace notamment des rebelles du M23 et des ADF : « En tout cas ce sont nos partenaires que nous devons féliciter et encourager. Et je demande aussi à la population d'être derrière nos partenaires pour qu'ensemble, qu'on mette fin à l'insécurité dans notre zone qui n'a que trop duré.»

Maniema : les enseignants du territoire de Kabambare décident de suspendre leur grève. D'après le secrétaire permanent du Syndicat des enseignants du Congo (SYECO), cette décision fait suite au paiement effectif de leur salaire du mois de janvier 2024 et la reprise des pourparlers avec le directeur provincial de l'EPST de Wamaza. Tous les enseignants de Kabambare, invitent le gouvernement à régulariser le paiement de leur salaire à partir du mois de février 2024. Au cas contraire, ils vont reprendre la grève à partir du 8 avril 2024.

Ituri : décès d'environ 10 déplacés du site de Kasenyi depuis le début de l'année faute d'assistance alimentaire. Le responsable de ce site, indique que la dernière assistance alimentaire distribuée dans ce camp remonte à environ deux ans. Une organisation humanitaire avait remis du cash aux déplacés. Pour survivre, des déplacés, parcourent environ neuf km pour chercher du bois de chauffage ou cultiver dans la brousse. Il soutient que des déplacés sont victimes des groupes armés lors de ces déplacements dans la forêt. Un membre du comité des déplacés, ajoute que la plupart d'occupants du camp de Kasenyi souffrent des maladies graves. Par manque d'argent, ces derniers ne peuvent pas acheter les médicaments qui leur sont prescrits par les infirmiers du poste de santé.

Sud-Kivu : l'Office des routes amorce les travaux de construction de 4 ponts sur la RN5, entre la ville de Bukavu et Baraka dans la province du Sud-Kivu. Le Gouvernement a mis à disposition des fonds nécessaires pour ces travaux qui concernent les pont Kakenge, Sange, Kavuguvugu et Bikamba, situés sur la plaine de la Ruzizi. Ce financement se fait à travers Fonds national d'entretien routier (FONER).

Sud-Kivu : reprise des activités académique dans les universités publiques. Cela, après trois jours de grève initiée par les syndicats des corps académique et scientifique ainsi que des agents administratifs. Les syndicalistes affirment que leur employeur, l'Etat congolais, s'est acquitté de la paie du mois de février. Ce qui rencontre partiellement leurs revendications sur le retard, devenu récurrent dans la paie de leurs salaires et primes. La grève est ainsi suspendue jusqu'au 30 mars 2024, date au-delà de laquelle, ils reprendront la grève s'ils ne sont pas payés pour le mois de mars.

L'enterrement de Cherubin Okende annoncé pour ce mercredi 20 mars, soit huit mois après sa mort. Des cérémonies d'hommage avant l'inhumation sont prévues le 20 mars à la morgue de l'hôpital du cinquantenaire et à la cathédrale Notre Dame du Congo. Les députés et cadres de son parti politique Ensemble pour la République vont toutefois rendre des derniers hommages à l'illustre disparu. L'ancien ministre des Transports a été retrouvé mort dans sa voiture le 13 juillet 2023 sur l'avenue des Poids lourds, non loin des installations de Sep-Congo. Le

gouvernement congolais a adhéré à l'idée d'une enquête mixte menée par des enquêteurs sud-africains, belges, ceux du BCNUDH et des médecins légistes congolais. Le 29 mars dernier, le Parquet général près la Cour de cassation a annoncé que les conclusions de ces investigations convergeaient sur un suicide. Plus rien ne suit. Le dossier est ainsi classé.

Lomami: lancement d'un projet de forage de 10 puits d'eau dans les 5 territoires. La société Agro mwinda business et le gouvernement provincial de Lomami ont signé, le 16 mars dernier, un contrat de partenariat pour le forage de 10 puits d'eau à travers cette province. Ce projet dénommé « Eau pour tous » a pour but de garantir l'accès à toute la population aux services d'eau potable. Il sera financé totalement par la société Agro mwinda business.

Ituri : 4 morts et plusieurs blessés dans l'attaque du village Lodjibua par la milice Zaïre. Une vingtaine de combattants du groupe Zaïre, venus de Blukwa, chefferie de Bahema-Nord se sont introduits la nuit de lundi à mardi 19 mars dans le village de Lodjibua, à environ 7 km de leur lieu de provenance. Ils ont tiré des coups de feu et semé la panique au sein de la population. Quatre personnes sont mortes dans cette confusion et quatre autres civils ont été grièvement blessés. Leur vie serait en danger. Cette attaque intervient en représailles des violences perpétrées par le groupe armé Codeco le 16 mars dans les localités de Café, Soba et Nyamamba situées sur le littoral du Lac Albert. Ces violences avaient fait six morts, parmi lesquels trois combattants du groupe Zaïre.

Lualaba : mise en garde contre la vindicte populaire, qui refait surface dans la ville de Kolwezi en particulier et dans le Lualaba en général. Dernier cas de vindicte populaire : les jeunes de Manika ont mis la main sur un homme qui tentait de voler les biens d'autrui. Ce dernier a été maîtrisé et brûlé vif, après avoir été aspergé d'essence.

Nord-Kivu : les jeunes de Bambo appelés à ne pas intégrer le M23. « L'occupation prolongée d'une zone par des rebelles peut obliger les habitants à se joindre à leur mouvement, parfois par nécessité de survie", a déclaré lundi 18 mars Isaac Kibira, fonctionnaire délégué du gouverneur de province à Bambo, dans la chefferie de Bwito, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), tout en demandant aux jeunes de ne pas tomber dans la propagande des rebelles du M23.

Ces derniers leur promettent notamment des emplois dans les sites miniers. « Nous venons de constater que des cadres du M23 circulent dans les grandes agglomérations comme Vitshumbi, Kibirizi, Bwalanda, Kikuku et Nyanzale en train de persuader la population de se ranger derrière eux. Nous demandons aux jeunes d'être prudents parce qu'adhérer à ce mouvement c'est adhérer à un mouvement insurrectionnel, qui massacre la population ». La situation est particulièrement grave pour les jeunes, qui, selon des sources locales, sont les plus exposés à la manipulation.

Les violations des droits de l'homme ont baissé de 4% en janvier 2024 (ONU). Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme annonce avoir répertorié, en janvier 2024, 371 violations et atteintes aux droits de l'homme sur l'ensemble du territoire de la RDC. Ce chiffre représente une diminution de 4% par rapport au mois précédent. La majorité de ces atteintes ont été commises par des membres des groupes armés (58%) et par des agents de l'Etat (38%), selon le rapport du BCNUDH. Sur les 371 violations et atteintes recensées 305 ont été perpétrées dans les provinces en conflit, le Nord-Kivu (171), l'Ituri (59), le Tanganyika (45), du Sud-Kivu (29) du Maniema (1).

Tanganyika : les relais communautaires boudent la prime de 5 USD perçue lors de la vaccination de masse. Le médecin chef de zone de santé de Nyemba (Tanganyika) les informe que la collation de 5 \$ est perçue par jour sur toute l'étendue du pays et précise qu'il n'était pas de sa compétence de modifier ce montant. Pourtant, les relais communautaires jouent un rôle déterminant au cours des campagnes de vaccination de masse. Dans une correspondance les relais communautaires revendiquent le paiement d'au moins 15 \$ par jour lors des campagnes de vaccination de masse au lieu de 5 dollars qu'ils considèrent comme étant dérisoire.

Affaire Stanis Bujakera : l'UNPC/Kinshasa salue ce verdict qui permet au journaliste de recouvrer sa liberté. La justice a condamné le directeur de publication d'Actualité.cd et correspondant de Jeune Afrique à la peine de six mois de servitude pénale, assortis d'une amende d'un million FC, soit environ 400 \$. Cependant, Stanis Bujakera, qui a déjà purgé six mois en détention préventive à la prison centrale de Makala, quitte sa cellule ce mardi 19 mars, selon ses avocats. Pour le président de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC)/section Kinshasa, il s'agit d'un couronnement du combat de la corporation pour protéger et prémunir la presse de plusieurs privations. Le plus important, pour lui, est que Stanis Bujakera est libre.

Nord-Kivu : la Monusco évacue 70 ex-combattants et leurs dépendants vers Beni pour leur réinsertion. Après plus de cinq ans d'attente dans le site de Mubambiro à Sake, puis à Mugunga à la suite des menaces de la rébellion du M23 en fin 2022, ces ex-combattants sont désormais contents de retourner dans leur milieu d'origine. Ces ex-combattants sont accueillis dans le cadre d'un projet de réinsertion, financé dans les territoires de Beni et Lubero par le Fonds de cohérence pour la stabilisation des Nations unies. Il s'agit ici de la deuxième vague d'ex-combattants, venant de Goma, qui sont arrivés à Beni sous la facilitation des vols de la Monusco. Les 13 premiers avaient été transférés le 7 mars. La section DDR-Monusco parle aussi de 136 autres ex-combattants du Grand Nord de cette province et leurs dépendants qui attendent cette opération.

Nord-Kivu : les rebelles du M23 larguent d'autres bombes sur Mubambiro, Sake et Lac-vert. C'est depuis 9 h que les salves d'artilleries lourdes tombent de nouveau sur plusieurs coins de la cité de Sake. Les bases de la Monusco et celles des contingents de la SADC ont été particulièrement visées à Mubambiro dans le groupement Kamuronza (Masisi). Aucun bilan n'était disponible sur les dégâts causés. Et l'armée n'a encore rien communiqué à ce sujet. C'est depuis plusieurs jours que dure cette cadence de tirs de mortiers dans cette zone. Des dégâts ont été enregistrés sur les embarcations des civils, le 16 mars sur le lac Kivu. En outre, 8 casques bleus de la Monusco avaient aussi été blessés par d'autres bombes du M23 dans la base de Mubambiro, après le meurtre de deux éléments de la force de la SADC par les mêmes tirs il y a quelques semaines.

Mercredi 20 mars.

Stanis Bujakera a quitté la prison de Makala. Stanis Bujakera, a été condamné lundi 18 mars à 6 mois de servitude pénale. Il a été reconnu coupable de falsification, contrefaçon et faux en écriture, au sujet d'un rapport attribué à l'ANR sur la mort de Chérubin Okende, ancien ministre des Transports et député national. L'ONG Journaliste en danger (JED) regrette la condamnation injuste de Stanis Bujakera à 6 mois de prison. Elle constate que toutes ces accusations n'ont jamais été prouvées tout au long de ce procès. Raison pour laquelle ses avocats avaient plaidé pour son acquittement. Ayant déjà passé 6 mois en détention, Stanis Bujakera a néanmoins quitté la prison après toutes les formalités de sortie. « Journaliste en danger exprime sa déception face à cette condamnation injuste. Pour JED, le grand écart entre les 20 ans de prison et 7500 dollars d'amende requis par le procureur et les 6 mois de prison et 400 dollars d'amendes prononcés par le tribunal démontre bien que le dossier de l'accusation était vide et basé seulement sur la mauvaise foi du ministère public et sa volonté de punir Bujakera et servir de leçons aux autres journalistes, comme il l'a lui-même déclaré au cours d'une audience publique », explique JED.

Kinshasa : beaucoup de stations-service fermées mardi. L'Association des pétroliers privés de la RDC renseigne qu'il n'y a pas de gros soucis. Il peut y avoir un petit problème de décalage dans la livraison, selon la même source. Mais, les pétroliers reconnaissent quand même qu'il y a un problème du côté des fonds qu'ils doivent percevoir du Gouvernement pour compenser le manque à gagner.

Journée internationale de la francophonie : aucune manifestation officielle prévue cette année en RDC. Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères indique que « la célébration de cette journée cette année coïncide avec une période douloureuse pour notre pays, avec les conséquences désastreuses de la guerre que nous impose le Rwanda, dans l'Est de la RDC ». En 2024, cette journée a pour thématique « Créer, innover, entreprendre en français ». Cette orientation souligne les multiples opportunités et le dynamisme de l'espace francophone, encourageant ainsi la créativité, l'innovation et l'entrepreneuriat comme leviers de création d'emplois pour la jeunesse. Le 20 mars 2024 sera l'occasion de lancer cette thématique riche qui sera ensuite déclinée tout au long de l'année.

Kisangani : incendie au bâtiment administratif de la morgue des Cliniques universitaires. Un court-circuit dans les bureaux administratifs de la morgue serait à l'origine de cet incendie. L'incendie a été maîtrisé grâce à l'intervention des sapeurs-pompiers de la mairie de Kisangani. Mais avant, des jeunes présents sur le lieu sont intervenus en arrachant les portes de certains bureaux administratifs afin d'empêcher la propagation du feu. Seuls quelques bureaux administratifs de la morgue ont été consumés par les flammes.

Rencontre Tshisekedi-Kagame : Lutundula dépêché en Angola. Le Président de la République d'Angola, Joao Lourenço, a reçu mardi 19 mars, à Luanda, un message de son homologue de la RDC, Félix-Antoine Tshisekedi. Selon l'Agence angolaise Angop, le message, dont la teneur n'a pas été révélée, contient des informations relatives à la préparation de la rencontre entre les présidents de la RDC, Félix-Antoine Tshisekedi et du Rwanda, Paul Kagame.

Kinshasa : plusieurs écoles et habitations endommagées à la suite d'une pluie diluvienne, dans la commune de Mont Ngafula à Kinshasa. On note des toitures emportées, des murs fissurés ou écroulés et plusieurs biens de

valeurs détruits. De nombreuses familles se retrouvent aussi sans abris Certains poteaux électriques sont également tombés. Parmi les sites affectés il y a le Lycée Kimwenza, l'Université Loyola, l'école de Matadi Mayo, le Collège Ndingambote. Sur la route Kimwenza-Rond-point Ngaba, des arbres ont été déracinés.

Bandundu : 4 blessés et plus de 30 maisons endommagées à la suite de la pluie. C'est dans l'après-midi de lundi que cette pluie torrentielle qui n'a duré que moins d'une demi-heure, s'est abattue sur la ville de Bandundu, mettant en débandade, la population. Le conseiller communal élu de Basoko, lance un SOS aux autorités tant urbaines que provinciales ainsi qu'aux personnes de bonne volonté afin de venir en aide aux familles sinistrées qui sont sans abris.

Tanganyika : des personnes portées disparues et des bâtiments détruits à la suite d'un vent violent à Kabalo. Des passagers d'un navire accosté au bord du lac Tanganyika sont portés disparus, depuis lundi 18 mars dernier, après le chavirement de leur embarcation à la suite d'un vent violent qui a soufflé sur la cité de Kabalo (Tanganyika). Ce bateau était chargé aussi des marchandises. Toute la cargaison a été détruite. Dans la cité, ce sont des bâtiments administratifs et des maisons d'habitation qui ont été endommagés.

Beni : les vendeuses au marché Mayangose plaident pour la baisse des taxes. Les femmes marchandes dont la plupart sont des déplacées, se disent asphyxiées par les taxes et loyers des espaces de vente qu'elles louent dans les hangars du marché Mayangose à Beni (Nord-Kivu). Ces femmes plaident auprès des autorités pour baisser ces différents frais, parce qu'elles sont vraiment asphyxiées. Le maire intérimaire de Beni, demande à ces femmes de se constituer en comité pour le rencontrer afin de statuer sur toutes ces difficultés.

Obsèques de Chérubin Okende : des hommages sur fond de colère et tristesse. « Chérubin Okende ne s'est pas suicidé. Il a été assassiné. Ceux qui l'ont tué vont aussi subir le même sort après l'inhumation », a lancé un représentant de la famille de l'ancien ministre des Transports et député national lors de l'oraison funèbre. La famille Okende sollicite une audience auprès du président de la République. Elle demande également au conseil national de l'Ordre des avocats d'autoriser ses avocats à s'exprimer en toute liberté sur ce dossier. La dépouille de l'ancien ministre a été conduite autour de 11 h en la cathédrale Notre dame du Congo pour une cérémonie religieuse.

Ituri : environ 100 tonnes de poissons salés importées de l'Ouganda chaque mois. Le chef de secteur de Bahema Sud, qualifie cette importation de dépendance vis-à-vis d'un pays voisin. Il l'explique par la baisse de la production de poisson au niveau du lac Albert car les zones de reproduction des poissons sont occupées depuis plusieurs années par des groupes armés. Les miliciens et certains pêcheurs y pratiquent la pêche de manière illicite, en utilisant des filets à mailles interdites. Pour cette autorité traditionnelle locale, cette pratique détruit l'écosystème et empêchent les poissons de se reproduire. La RDC, doit protéger ses zones de reproduction des poissons afin de mettre fin à cette dépendance envers l'Ouganda. Le prix du kilo de poisson salé est passé du simple au double voire au triple.

Lubero : le conseil de la jeunesse appelle les autorités à assister les déplacés. Cette structure des jeunes, a exprimé ses inquiétudes au regard du retard observé dans l'assistance aux personnes, qui fuient les combats entre les Fardc et les rebelles du M23 dans les territoires de Rutshuru et Masisi. Aux organisations humanitaires, le conseil de la jeunesse du territoire de Lubero demande une mobilisation des fonds pour appuyer le Gouvernement, en venant en aide aux populations victimes des atrocités.

Kasaï-Central : les agents de la DGRKAC réclament le paiement de 5 mois d'arriérés de salaire. Les agents et cadres de la Direction générale des recettes du Kasaï-Central (DGRKAC) affirment que cette situation ne leur permet pas de répondre aux différents besoins familiaux, notamment le paiement des frais scolaires des enfants. Contacté à ce sujet la direction générale de la DGRKAC qui s'en remet au gouverneur de province, promet à ces agents qu'elle va soumettre le dossier de réclamation aux autorités provinciales.

Nord-Kivu : nouveaux affrontements entre le M23 et les Fardc vers Bihambwe, sur l'axe Mushaki-Masisi-Centre. C'est depuis 5 h que ces accrochages ont éclaté dans les villages Buguri et Kagundu. L'armée congolaise et les groupes armés tenteraient de déloger les rebelles du M23 de ces villages, estiment des sources civiles dans la zone.

Par ailleurs, la situation reste tendue et très volatile ce mercredi, à Sake, groupement Kamuronza dans le territoire de Masisi. C'est après deux journées agitées dans cette zone à la suite d'affrontements violents entre les rebelles du M23/RDF et l'armée congolaise soutenue par ses partenaires locaux et étrangers

Beni : le maire invite la communauté locale à bien accueillir les ex-combattants. Ces anciens membres des groupes armés au nombre de 58 avec 12 de leurs dépendants venant de Mubambiro ont été accueilli à l'aéroport de

Mavivi par l'autorité urbaine. Ces ex-combattants ne sont plus des ennemis de la population. Ils retournent donc au sein de la communauté qui est la leur. Le maire de Beni a félicité ces ex combattants et les a rassurés de son accompagnement dans la recherche du travail, afin de réintégrer définitivement la communauté.

Nord-Kivu : 30 000 ménages des déplacés en détresse à Lubero. Ces déplacés sont éparpillés dans plusieurs cités et villages de Lubero, notamment à Kanyabayonga, Luofu et Mbwanyinywa. Ils font partie des cinquante mille ménages qui ont fui les combats entre les Fardc et rebelles du M23 dans le territoire voisin de Rutshuru. Si certains de ces déplacés sont hébergés dans des familles d'accueil, la plupart d'entre eux vivent dans des églises, les hangars des marchés et les écoles, où ils partagent les salles de classe avec les élèves. Ces conditions de vie exposent les femmes déplacés aux violences de toutes sortes, y compris à l'exploitation sexuelle. L'eau potable constitue un autre besoin urgent pour ces déplacés. Ces personnes vulnérables ont également besoin pressent de vivres.

Ituri : environ 10 personnes tuées par les ADF en l'espace d'une semaine à Irumu. Cette insécurité oblige des familles de retournés à fuir de nouveau vers des entités plus sécurisées. D'après plusieurs témoignages de la population locale, les ADF se sont réorganisés dans cette zone où la coalition militaire RDC-Ouganda l'avait défaite il y a une année. Le retour du calme avait permis aux milliers des personnes déplacées de regagner leurs entités. Ils plaident pour l'intensification des opérations militaires conjointes Fardc-UPDF, dans cette zone.

L'ICCN préoccupée par la dégradation de la situation sécuritaire dans une partie du parc des Virunga. La direction générale de l'ICCN s'inquiète de la persistance du conflit armé dans le parc national des Virunga. Un peu plus de 90% des secteurs Centre et Sud du parc national des Virunga sont actuellement situés dans la zone occupée par les rebelles du M23 dans les territoires de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi. Dans cette zone, toutes les activités de surveillance du parc sont à l'arrêt, occasionnant ainsi une exploitation illicite et à grande échelle de la biodiversité du parc par quelques réseaux mafieux, selon la même source.

Goma : l'ASBL Ujaama Holding lance la sensibilisation sur l'agriculture locale moderne. Plus de cinq cents agriculteurs déplacés, se trouvant dans différents sites autour de la ville de Goma, vont partager leurs expériences avec les agriculteurs urbains, déjà formés sur les nouvelles techniques agricoles modernes. Le but poursuivi, selon l'ASBL Ujaama Holding, est de maximiser les compétences dans la ville à appliquer l'agriculture moderne. Il s'agit également de pouvoir éradiquer l'insécurité alimentaire, surtout en cette période de guerre.

Sud-Kivu: la fraude minière alimente les groupes armés (PDDRC-S). Fernando Nkana, expert du PDDRC-S/Sud-Kivu, explique : "Les groupes armés ont établi leurs quartiers généraux partout là où il y a des sites miniers. Nous avons répertorié 63 groupes armés au Sud-Kivu : 59 locaux et 4 groupes armés étrangers, tous sont opérationnels dans notre province". Et leur présence entraîne l'exploitation des ressources naturelles. "Il y a beaucoup de flux en minerais qui passent par nos frontières et qui vont dans les pays voisins, avec la complicité de nos propres compatriotes". La société civile thématique Mines estime que le problème réside dans la gouvernance minière au Sud Kivu. Elle déplore l'implication de certains responsables étatiques et même des services de sécurité dans la chaîne de la fraude minière. Avec la lutte contre la fraude minière, l'entreprise Primeira Gold est passée de 40 kg d'or en 2020 à plus de 5 000 kg d'or tracé et exporté en 2023.

Ituri : les Fardc et la Monusco déjouent une attaque de la milice Codeco à Djugu. Des éléments de la milice Codeco ont tenté une incursion au village de Ngabo, non loin du site des déplacés de Roe. Alertés par des coups de feu, les casques bleus qui assurent la sécurité du site des déplacés et les Fardc ont dépêché une patrouille de combat dans la zone. Les miliciens de la Codeco se sont retirés, avant de revenir deux heures plus tard. A certains endroits, ces assaillants ont ouvert le feu sur les casques bleus qui étaient déployés dans la zone pour porter secours à la population. Ces derniers ont riposté pour repousser la milice.

Affaire Okende : le Cardinal Ambongo rejette la thèse du suicide. « La conclusion à laquelle est parvenue l'enquête est la preuve suprême, s'il y en avait encore besoin, que la justice de notre pays est vraiment malade". Le Cardinal se demande comment "un père aussi attentionné que Cherubin Okende, qui venait de marier sa fille", se soit suicidé en tirant une balle sur lui-même et sur sa voiture après une longue promenade toute la nuit. Le Cardinal a rejeté ces conclusions. Raison pour laquelle il a redouté que la levée du moratoire sur la peine de mort en RDC remette "entre les mains d'un malade déclaré, l'arme redoutable pour instaurer la terreur, en coupant la tête aux gens ».

Jeudi 21 mars.

Nord-Kivu: une nouvelle vague de 2 000 ménages de déplacés arrive à Kasindi. Au moins deux mille ménages de déplacés de guerre, qui ont fui l'occupation par les rebelles du M23 de la cité lacustre de Vitshumbi, sont arrivés

le week-end dernier à Kasindi, une cité frontalière de l'Ouganda à environ 80 km de Beni (Nord-Kivu). Ces déplacés viennent s'ajouter à d'autres qui avaient fui depuis des années les attaques des rebelles des ADF dans le territoire de Beni. Ces personnes vivent sans assistance. L'intervention du Gouvernement congolais est nécessaire.

Stanis Bujakera : « Ma place n'était pas en prison, ma place était dans ma rédaction » a déclaré le journaliste Stanis Bujakera, le 20 mars après sa libération la veille de la prison centrale de Makala. Lui, qui exprime sa gratitude à tous ceux qui se sont mobilisés pour sa libération, reste confiant quant au combat pour un journalisme indépendant.

Levée du moratoire sur la peine de mort en RDC : le Canada, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse «profondément préoccupés». Ces représentations diplomatiques se sont exprimées dans une déclaration, mardi 20 mars. « Par principe, nous sommes opposées à la peine de mort en toutes circonstances. Nous estimons que l'application de la peine de mort porte atteinte à la dignité humaine, qu'il n'existe aucune preuve concluante de sa valeur dissuasive et que toute erreur judiciaire entraînant son application est irréversible et irréparable. Plus de deux tiers des pays du monde ont aboli la peine de mort en droit ou en pratique. Nous travaillons avec nos partenaires internationaux pour soutenir ce recul mondial de l'application de la peine de mort. Nous espérons que la RDC choisira de se joindre à cet effort », écrivent ces ambassades.

Haut-Katanga : vive tension à Sakania après une intervention militaire contre une manifestation des agents de l'entreprise Sabwe Mining. Les agents se sont rassemblés mercredi devant cette société. Ils voulaient à tout prix accéder dans les installations pour faire entendre leurs voix et exprimer ainsi leur désapprobation auprès de leur employeur. Ils lui reprochent de n'avoir pas respecté la loi en matière de licenciement et surtout la manière de calculer le décompte final des agents, à la suite de la réduction de ses activités d'exploitation minière. Pendant cette manifestation, les militaires sont intervenus pour les disperser, en tirant en l'air. Un agent a été blessé à la jambe gauche, ce qui a exacerbé la tension dans cette cité. Sabwe Mining exploite une mine de cuivre, se trouvant dans la localité de Lonshi, à 30 km de Ndola, Zambie et à 90 km de la frontière de Sakania. En décembre dernier, cette mine s'était effondrée, ralentissant ainsi ses activités.

Goma : la société civile dénonce l'insécurité dans le territoire de Nyiragongo. Celle-ci s'accompagne de meurtres, viols et cambriolages exécutés par des hommes armés. L'administrateur du territoire de Nyiragongo indique avoir tenu une réunion de sécurité élargie aux leaders locaux le 19 mars. Il affirme qu'après analyses et remarques formulées à l'endroit de la police et des combattants locaux, supplétifs de l'armée, appelés « Wazalendo », des mesures ont été prises, espérant que cela va améliorer la situation.

Djugu : MSF suspend ses activités dans la zone de santé de Drodro à cause de l'insécurité accrue. En cause, la détérioration de la situation sécuritaire après les attaques, il y a deux semaines, de l'hôpital général de référence de Drodro, un acte inacceptable et une atteinte grave au droit international humanitaire. MSF/Drodro a cité par exemple la destruction ou le pillage des matériels médicaux, la mort par balle d'une patiente sans défense alitée et couchée sur son lit d'hospitalisation. Ce qui a conduit à la relocalisation du personnel médical notamment vers le camp de Rhoe et Blukwa-Mbi où se poursuit un service minimum de prise en charge médicale des patients. Selon un rapport d'OCHA, environ 114 000 personnes dont des enfants, des femmes enceintes ainsi que des personnes âgées seront affectées par cette mesure de suspension des activités de MSF.

Goma : appel aux dirigeants de l'OIF pour agir en faveur de la paix dans l'Est de la RDC. La Francophonie est une force. Ses dirigeants ne devraient pas oublier la crise dans l'Est de la RDC, région où la langue française est d'usage comme partout en RDC : « nous sommes comme des enfants abandonnés par cette Francophonie. Une francophonie dont nous sommes membres ». La journée internationale de la francophonie a été célébrée cette année sous le thème : « Créer, innover, entreprendre en français ».

Affaire Okende : le député Modero Nsimba devant la Cour de cassation pour imputations dommageables et propagation de faux bruits. Le député et ancien ministre du Tourisme, Modero Nsimba comparait, ce 21 mars, «en procédure de flagrance devant la Cour de cassation pour avoir publié dans les réseaux sociaux un audio devenu viral dans lequel il a mis en cause messieurs Christian Tshisekedi, Jacques Tshisekedi et Ndaywel dans le conflit portant sur un immeuble opposant le premier cité au défunt Cherubin Okende et lequel aurait mal tourné ».

Kongo-Central : la pluie emporte les toitures d'un établissement scolaire à Kolofuma. Selon le préfet des études de l'Institut technique professionnel de Lufu-Toto, il est difficile d'enseigner dans ces conditions, car depuis le mardi, plusieurs classes sont inondées par les eaux de pluie. Il lance un S.O.S aux autorités.

Nord-Kivu : plus de 90 ex-combattants désertent le site de Kasando. Plus de quatre-vingt-dix ex-combattants ont abandonné depuis le 18 mars le site de désarmement et de démobilisation de Kasando au territoire de Lubero (Nord-Kivu), après avoir vandalisé un bureau. Ils protestent contre le retard de leur réinsertion communautaire, alors qu'ils ont déjà passé plus d'une année dans ce site.

Masisi : poursuite des affrontements entre Fardc et M23 vers Bihambwe. Plusieurs sources locales déplorent une avancée, mercredi, des rebelles du M23 qui auraient occupé le village Buguri, à environ 4 km de Bihambwe. Ce qui pousse des centaines de civils à quitter leurs maisons prenant la direction ouest vers le chef-lieu du territoire de Masisi

Haut-Katanga : 60 tonnes des cathodes interceptées à Likasi présentées au gouverneur de province. Ces minerais ont été interceptés à Likasi par les services de sécurité. Ce mercredi, ces butins ont été présentés aux membres du conseil provincial de sécurité avec à leur tête, le gouverneur du Haut-Katanga. Ces feuilles de cathodes étaient transportées dans deux camions. D'après certaines sources, ces biens seraient volés dans la ville de Kolwezi. Au moment de leur saisie, les services de sécurité ont aussi mis la main sur quelques personnes qui seraient directement impliquées dans ce vol que le gouverneur du Haut-Katanga qualifie de crime économique. Son souhait est de voir ces présumés voleurs être déférés devant la justice pour que cette fois-ci, on sache qui sont les véritables auteurs de ces actes.

Bunia : baisse sensible des cas de paludisme à Tchomia. La zone de santé de Tchomia enregistre une diminution de 50% de malades souffrant de paludisme depuis le début de cette année 2024. Pour le docteur Hervé Bavi ce sont les retombées de la vaste campagne de distribution gratuite de plus de soixante-six mille moustiquaires à la population de cette région par le Gouvernement. La forte chaleur qui sévit dans la plaine du lac Albert ne permet pas aux moustiques de se reproduire à cause de l'absence des lieux arides propices à leur reproduction, a-t-il ajouté.

Maniema : la société civile s'oppose à la commercialisation de 400 perroquets gris. La société civile du Maniema s'est insurgée, le 20 mars, contre la décision du gouverneur de province, visant à accorder un moratoire de 45 jours à l'Association des exploitants des perroquets pour évacuer les 400 perroquets qu'elle détient. Ainsi, son président précise que le moratoire du gouverneur viole la convention internationale sur le commerce des espèces en danger que la RDC avait bien ratifiée.

La RDC de nouveau éligible à l'AGOA pour l'année 2024. La RDC est de nouveau éligible, pour l'année 2024, à la loi américaine sur la Croissance et les opportunités en Afrique. L'ambassadeur américain a annoncé cette nouvelle au ministre de l'Industrie, Julien Paluku, le 20 mars, lors d'une rencontre de travail, selon une dépêche de ce ministère. La loi AGOA permet l'exportation des produits congolais vers les USA sans payer les frais de douane.

Bukavu : 5e édition de la foire « d'accès à l'information pour les plus vulnérables ». Cette 5e édition de la foire de l'accès à l'information a consisté à valoriser le travail réalisé par les femmes journalistes pour l'accès à l'information aux plus vulnérables. Elles citent particulièrement les populations rurales, les groupes autochtones, les communautés enclavées, les personnes vivant avec handicap et les personnes infectées par le VIH. Conscient des défis qui pèsent sur le travail des femmes journalistes au Sud-Kivu, le ministre provincial de la communication et médias, a demandé aux députés de voter une loi qui allège la fiscalité aux entreprises de presse.

Carly Nzanzu demande au gouverneur du Nord-Kivu de mettre fin à la cacophonie foncière à Kasindi-Lubiriha. Il s'exprime sur les 550 hectares rétrocédés à Kasindi-Lubiriha, par l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), à la population riveraine du parc national des Virunga. La correspondance à l'attention du gouverneur militaire renseigne qu'en l'absence de tout acte de l'autorité consacrant un lotissement sur ces terres rendues aux autochtones, il s'avère que l'administrateur militaire de territoire de Beni procède, à la distribution des lopins de terre. Ce fait, estime Nzanzu Kasivita, est de nature à générer des conflits interminables dans cette partie de la République. Pour illustrer la gestation d'un éventuel conflit, 248 personnes ont saisi le gouverneur militaire du Nord-Kivu en date du 11 mars courant pour dénoncer l'abus de pouvoir dans le chef de l'administrateur militaire de Beni.

Uvira : reprise des activités après une journée ville morte. Cette reprise est intervenue à l'appel des jeunes Bavira, Banyamulenge et un groupe Fuliru, à la population à vaquer paisiblement à ses activités quotidiennes. La Solidarité des jeunes Fuliru, avait appelé la population à observer une journée ville morte pour contester l'invalidation du député national Espoir Kamanda Delphin, en faveur du député national Alexis Gisaro, proclamé élu par la Cour constitutionnelle.

Ituri : la voie lacustre de plus en plus sollicitée pour joindre Bunia à d'autres villes du pays. Ces voyageurs de Buba et ses environs, se rendent dans la cité de Kasenyi, à la frontière avec l'Ouganda pour traverser le lac Albert à bord d'embarcations afin de joindre la localité ougandaise voisine. Delà, ils montent dans un bus soit pour Kampala, la capitale soit pour la ville aéroportuaire d'Entebbe d'où certains prendront l'avion, d'autres un bus pour se rendre à Kisangani, Isiro, Goma, Lubumbashi et Kinshasa. Les armateurs de Kasenyi révèlent que la demande pour la traversée du lac Albert a augmenté depuis que les compagnies aériennes ont suspendu leurs vols à destination et en provenance de Bunia.

La Zambie va abriter un sommet sur la situation sécuritaire dans la région de la SADC. Au cours du Sommet, les participants recevront des informations sur les progrès réalisés par les missions de la SADC, à savoir la SAMIDRC et la SAMIM, déployées pour fournir un appui aux gouvernements de la RDC et du Mozambique en vue de restaurer la paix, la sécurité, la stabilité et d'ouvrir la voie à un développement durable. Les pays contributeurs de personnel à la SAMIM sont l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, la RDC, le Lesotho, le Malawi, la Namibie, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Les pays contributeurs de troupes à la SAMIDRC sont l'Afrique du Sud, le Malawi et la Tanzanie, qui travaillent en collaboration avec le gouvernement de la RDC.

Goma : des déplacés bénéficient d'une assistance humanitaire des femmes leaders. Quelques milliers de familles de déplacés du site Mabanga au quartier Lac Vert, dans l'ouest de la ville de Goma, ont bénéficié d'une assistance venant du groupe des femmes engagées dans la prière pour la nation congolaise, appelées femmes leaders. Constitué de sacs de haricots, riz, bidons, bâches, pagnes, vêtements, médicaments, ce don est remis pour soulager, tant soit peu, la souffrance de ces déplacés de guerre du M23 venus récemment de l'axe Sake-Bweremana, en territoire de Masisi.

Vendredi 22 mars.

Le PDDRC-S a pour objectif de s'occuper d'au moins 50 000 ex-combattants. Le coordonnateur national du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation et le ministre de la Communication et médias, ont évoqué l'évolution du Programme, les sites de réinsertion économique et réintégration communautaire qui sont prêts et le processus engagé avec tous les groupes armés. En ce qui concerne la réintégration communautaire, le PDDRC-S suit actuellement entre 4500 et 5000 personnes qui sont sur le point d'entrer dans le programme de réintégration sociale, de réintégration communautaire et de réinsertion économique afin d'apprendre des métiers. « Les groupes armés et les combattants nationaux, les groupes armés étrangers opérant sur le territoire congolais, y compris les Congolais appartenant aux groupes terroristes, sont les cibles du programme de P-DDRCS)».

Plusieurs quartiers de Goma privés d'eau, depuis quatre jours. A la suite de cette situation, le prix d'un bidon d'eau de vingt litres est revu à la hausse, passant de 100 à 200 FC et à certains endroits à 500 FC. La hausse de prix impacte négativement le budget des ménages. Cette pénurie intervient alors que la population est encouragée à se réhydrater en buvant de l'eau et à se rafraîchir à travers une bonne douche à cause de fortes chaleurs, enregistrées actuellement. Dans la ville de Goma, où le climat sécuritaire est délétère, certains habitants sont obligés de se réveiller et de quitter la maison très tôt le matin à la recherche d'un peu d'eau.

Vol des fils électriques clôturant le parc national des Virunga. Environ 1 km de la clôture électrique érigée par l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) sur les limites du parc national des Virunga ont été démolis par la population dans les environs de Nyamilima dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Quelques jeunes présumés en complicité avec des éléments des groupes armés locaux qui occupent la région auraient mené cette opération entre dimanche et mardi. Des fers à béton et des fils électriques tirés de cette clôture seraient revendus à vil prix dans la cité, indiquent les mêmes sources.

La Regideso annonce un programme de renouvellement de sa tuyauterie à Kinshasa. Le directeur de la Régie de distribution d'eau, indique que, pour réussir ce programme, une entreprise de fabrication des tuyaux est en cours de construction dans la Zone économique spéciale de Maluku. « A Kinshasa, nous avons plus de 6 000 km de tuyaux qui ont vieilli ». La vétusté des tuyaux explique la fuite d'eau observée dans beaucoup de quartiers de la ville. Dans d'autres, l'eau coule difficilement de robinets; les conduites étant pratiquement bouchées.

Ituri : les activistes des droits de l'homme de Mambasa saluent la mesure d'interdiction des tracasseries militaires, dans des postes se trouvant le long de différents tronçons. Cette mesure permettra non seulement à la population de circuler librement avec ses biens sur cette route d'intérêt économique capitale ; mais aussi, contribuera à réduire les violations des droits de l'homme par des agents de sécurité.

Mahagi : près de 1950 ménages des déplacés bénéficient d'une assistance en articles ménagers. Cette assistance est constituée de seaux, bidons, savons de lessive, de serviettes hygiéniques pour les femmes en âge de procréation, et des moustiquaires. Ces personnes avaient été forcées de quitter leurs villages en décembre et janvier derniers à cause des conflits communautaires et les incursions des miliciens de la Codeco. Par ailleurs, l'Unicef a récemment distribué dans la même zone certains outils tels que des scies à bois, des marteaux, des pioches, bêches pour permettre à la communauté de construire des latrines et réaliser d'autres travaux communautaires.

Tshopo : mise en garde contre la perception illicite des frais à l'examen d'Etat. Plusieurs écoles en majorité privées continuent à exiger aux finalistes du secondaire le paiement de certains frais non repris dans les instructions du ministère de l'Enseignement primaire secondaire et technique (EPST) dans la province de la Tshopo, notamment les frais de stage et la rédaction du rapport y afférent. La direction provinciale de l'EPST/Tshopo 1 a promis des sanctions à l'encontre des gestionnaires récalcitrants.

Beni : le bourgmestre de Mulekera en appelle à la collaboration de la population pour endiguer l'insécurité. Des dispositions sont en train d'être prises pour protéger la population et éloigner davantage les menaces venant de différents groupes armés. Pour contrer les groupes armés, l'officier supérieur de la police préconise de peaufiner des stratégies pour que les envahisseurs ne s'approchent pas davantage de la ville et éviter toute menace.

Sud-Kivu : 40 journalistes formés sur la désinformation et la mé-information. Cette formation, organisée par Radio Okapi et l'ambassade de France, vise à lutter contre les discours de haine et la promotion des droits de l'homme.

Il est important, que les journalistes soient formés pour sensibiliser les communautés sur les discours de haine, la mé-information, la désinformation et la vérification des informations.

Nord-Kivu : 3eme jour des combats entre le M23 et les Fardc à Bihambwe. Depuis trois jours, les rebelles du M23 venus, les uns de l'axe Nyamitaba et les autres de l'axe Mushaki, attaquent les combattants locaux dans cette zone, probablement avec l'intention de conquérir la localité de Nyamirazo et le groupement de Bihambwe. Toute la journée de jeudi, d'intenses combats ont été rapportés entre ces rebelles et les combattants du groupe des Volontaires pour la défense de la patrie dans la zone de Mpati. Dans la soirée, les M23/RDF auraient occupé les villages de Kalengera et Kirumbu, dans le groupement Bashali Mokoto. Cette avancée des rebelles, selon les mêmes sources, inquiète les habitants du secteur rural d'Osso (Masisi), qui reste encore sous contrôle du Gouvernement.

Uvira : paralysie des activités à la suite du meurtre d'un jeune. Des jeunes en colère ont barricadé les artères principales à Kavimvira, Rugenge et Kasenga. Ils exigent la relève de la nouvelle unité des Fardc déployée dans la zone et les enquêtes sur ce meurtre qu'ils suspectent d'avoir été perpétré par des éléments incontrôlés de l'armée. Le maire a promis à la famille éprouvée de prendre en charge toutes les funérailles. Après le dépôt du corps de la victime à la morgue, les jeunes manifestants se sont faits accompagnés par les forces de l'ordre pour enlever les barricades.

Ituri : 10 otages de la Codeco libérés grâce à la médiation de l'ONG FADEM. Les otages, ont été relaxés dans la soirée de mercredi. Remis aux autorités militaires de la 32^{ème} région militaire des Fardc, ils ont ensuite été acheminés à Bunia. La responsable de l'ONG FADEM qui a joué un rôle dans cette libération, se dit heureuse de revoir ces personnes en vie. Ces dix ex-otages étaient tombés dans une embuscade des miliciens de Codeco après un affrontement avec des éléments du groupe armé Zaïre la semaine dernière, sur le littoral du lac Albert.

Tanganyika : près de 2500 hectares de forêt disparaissent chaque année à la suite de la pression humaine. Cette dégradation de la forêt est due à la pression humaine, la coupe de bois de chauffage ou pour la fabrication de la braise.

Face à cette situation, le chef du bureau à la coordination provinciale de l'environnement du Tanganyika préconise l'utilisation des foyers améliorés afin de diminuer la pression humaine sur la forêt et propose aussi une reconstitution du couvert végétal, grâce à un reboisement à grande échelle pour compenser les pans de forêts détruits.

Julien Paluku invite les opérateurs économiques congolais à investir dans la nouvelle Zone économique spéciale. Dénommée Kin-Malebo, ce nouvel espace des affaires s'étend sur 500 hectares que l'État congolais a mis à la disposition de l'entreprise ARISE pour y développer des activités industrielles. Le ministre de l'Industrie encourage les investisseurs congolais intéressés à faire les affaires dans cette zone à se manifester.

Nord-Kivu : l'Asbl APROCIDE plaide pour l'approvisionnement en eau potable des sites des déplacés. Dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de l'eau, ce 22 mars, le directeur général de l'Asbl Action pour la protection civile et le développement a expliqué que le manque d'eau qui sévit dans les sites des déplacés autour de la ville de Goma, reste un grand défi auquel des milliers des personnes déplacées sont confrontées. Il invite les autorités gouvernementales et les humanitaires à redoubler les efforts afin de satisfaire ce besoin de première nécessité pour les personnes démunies, en garantissant l'approvisionnement en eau potable dans les sites des déplacés.

Environ dix foyers cambriolés en 48h dans les quartiers du Nord de la ville de Goma. Selon des sources locales, les bandits armés ont visité quatre maisons la nuit de jeudi à vendredi 22 mars sur l'avenue Hewa Bora. Ils ont emporté de l'argent et plusieurs autres biens de valeur. Neuf autres maisons ont été dévalisées la nuit du 18 au 19 mars sur les avenues Kahongozi, N'djili 1 et CEAVU dans le même quartier. Devant cette montée du banditisme, certaines familles décident de déménager vers d'autres quartiers.

Samedi 23 mars.

Nord-Kivu : la localité de Vitshumbi privée des produits de première nécessité depuis son occupation par les M23. Cette situation est aggravée par l'interdiction par les FARDC de toute communication lacustre entre Vitshumbi et Kamandi-Lac, un village du territoire de Lubero et principale voie de ravitaillement de plusieurs produits. Le président de la société civile de Vitshumbi affirme que la décision des FARDC isole complètement la pêcherie de Vitshumbi de la côte Ouest du lac Edouard, qui l'approvisionne pourtant en produits de première nécessité. C'est par exemple de l'eau potable, de la farine, des cossettes de manioc, de la braise et autres. Les prix de ces produits ont explosé. Vitshumbi compte environ 25 000 habitants. 40% de cette population ont fui l'occupation de cette pêcherie par le M23. Ceux qui sont restés sont contraints de cohabiter avec les rebelles, sans accéder à leurs champs.

La Regideso dénonce l'occupation anarchique de certains de ses sites, dans la capitale congolaise et dans d'autres provinces. Selon son directeur général, la Regideso a besoin de l'intervention du Gouvernement pour sécuriser intégralement ses concessions destinées à l'extension de ces activités à travers le pays. Il fait remarquer qu'il est important de clôturer ces espaces.

Le PAM note une aggravation de la crise alimentaire à la suite de l'intensification des violences en RDC. En réponse à cette aggravation de la crise humanitaire, le PAM s'est vu dans l'obligation d'élargir ses opérations d'urgence dans l'Est de la RDC, triplant le nombre de personnes bénéficiaires. Un nombre qui est passé d'une moyenne de 400 000 personnes en mai 2023 à une moyenne de 1,3 million de personnes ce mois de mars 2024. Toutefois, cette agence des Nations Unies dit ne plus disposer de fonds nécessaires pour poursuivre cette intervention d'urgence. Il a besoin 550 millions de dollars ou au minimum 425 millions de dollars pour poursuivre ses opérations durant les six prochains mois de l'année en RDC, en particulier dans les provinces de l'est, conclue ce communiqué.

Beni : 4 personnes tuées par des crocodiles en deux mois à Kyavinyonge, une localité lacustre située au bord du lac Edouard à Beni. Le président de la société civile de Kyavinyonge, déplore cette situation et plaide pour des mesures de protection des personnes par l'Institut congolais pour la conservation de la nature, (ICCN). Le porte-parole de l'ICCN au Nord-Kivu, annonce que des mesures ont été prises pour faire face aux attaques des crocodiles et appelle les pêcheurs au respect de la réglementation de la pêche sur le lac Edouard, seul gage de leur sécurité.

Levée du moratoire sur la peine de mort : la Cenco consternée par la décision du Gouvernement. Dans un document publié le 22 mars, intitulé « Tu ne tueras point », la Cenco rappelle que « ce moratoire courait depuis 20 ans dans notre pays, avec beaucoup d'espoir qu'il aboutisse à l'abolition totale de cette peine capitale ». En vertu de leur mission prophétique et considérant l'inquiétude suscitée par la levée de ce moratoire, les évêques, à travers ce document, réaffirment leur « engagement inconditionnel en vue de la défense de la vie et de l'abolition de la peine de mort en République démocratique du Congo (RDC) ». De ce fait, les évêques, animés par la certitude que chaque vie est sacrée et que la dignité humaine doit être protégée, marquent « un refus net du recours à la peine de mort ».

Ituri : l'accès à l'eau potable est insuffisant, selon la division provinciale de l'énergie. Une situation qui pousse des nombreux habitants à recourir aux forages. Plusieurs quartiers de la ville de Bunia, par exemple, sont desservis aujourd'hui à travers plus de 3000 forages qui sont répertoriés dans le centre-ville, selon la division de l'énergie. «Le Gouvernement doit accroître la capacité des régies de distribution d'eau, cela en vue de permettre à la population d'avoir accès à l'eau qui est un droit de chaque citoyen », estime le coordonnateur de l'ONG

Consortium pour la sauvegarde de l'environnement. La journée mondiale de l'eau est célébrée, sous le thème : « l'eau pour la paix ».

Lieutenant-colonel Kedagni : « La Monusco est engagée sans faille dans l'exécution de son mandat de protection des civils ». Le porte-parole militaire de la Monusco explique que les casques bleus et les militaires congolais maintiennent leurs positions défensives à Sake, près de Goma, (Nord-Kivu), en vue d'assurer la protection des civils dans cette cité et empêcher les rebelles du M23 d'avancer vers les villes de Sake et Goma.

Lusaka : Felix Tshisekedi participe au sommet de la SADC sur la sécurité dans l'Est de la RDC. Le sommet extraordinaire de la SADC a été précédé d'une série de rencontres des experts militaires et des ministres de cette organisation sous régionale. Les participants ont été informés des progrès de deux missions militaires de la SADC : la SAMIM, mission de la SADC au Mozambique et à la SAMIDRC, mission de la SADC en RDC. La mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en RDC (SAMIDRC) avait été déployée le 15 décembre 2023, « en vue de soutenir le gouvernement de la RDC dans ses efforts pour rétablir la paix et la sécurité dans l'est de la RDC ». A ce jour, les pays contributeurs de troupes à la SAMIDRC sont l'Afrique du Sud, le Malawi et la Tanzanie, qui travaillent en collaboration avec le gouvernement de la RDC.

Nord-Kivu : violents combats entre l'armée et le M23 ce samedi à Buhumba. Les positions des Fardc ont été attaquées par les rebelles du M23 dans le parc des Virunga entre Buhumba et Kibumba. Ces affrontements ont commencé très tôt ce samedi et opposaient les rebelles du M23 qui occupe Kibumba aux Fardc et groupes armés locaux « Wazalendo » qui ont érigé un verrou dans le parc des Virunga. Du côté de Masisi, une accalmie précaire s'observait ce samedi dans la région de Bihambwe sur la route Masisi centre mais aussi dans la partie Shasha sur l'axe Minova, au groupement Mupfunyi Shanga. Plusieurs sources affirment que l'armée a pilonné à l'aide de son artillerie, vendredi après-midi, les collines de Ndumba occupées par les rebelles.

Lutte contre le réchauffement climatique : Mgr Fulgence Muteba distribue des plantules aux écoles catholiques de Lubumbashi. L'archevêque de Lubumbashi a lancé cet appel à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'eau qui était précédée de celle consacrée aux forêts. Pour ce faire, il a, au cours d'une cérémonie, distribué des plantules aux responsables des écoles catholiques. Ce geste a toute son importance au regard des perturbations climatiques, enregistrées ces derniers temps, caractérisées notamment par des fortes chaleurs. «Faites de vos paroisses des paroisses vertes ! Faites de vos écoles, des écoles vertes ! ».

Procès de Modero Nsimba : la défense décèle des failles dans le dossier d'accusation. Face à ces failles, la défense évoque un doute total sur les infractions d'imputations dommageables et de propagation de faux bruits, dont est accusé l'ancien ministre du Tourisme. « Il y a un doute patent sur la culpabilité de notre client, sur l'origine de cet audio. L'audio ne provient pas de notre client. Qui a fait cette déclaration ? L'organe accusateur ne le dit pas. Qui a transmis cette déclaration aux services de renseignement ? On ne le sait pas. Et cet audio a été entendu pour la première fois par notre client lors de son audition devant les services de renseignement », a déclaré maître Michel Diembo, avocat de Modero Nsimba. Par conséquent, la défense exige la présence de l'OPJ des renseignements militaires avec toutes ces pièces, dans une confrontation devant la cour. Le député national et ancien ministre du Tourisme, comparait en flagrance, depuis jeudi 21 mars, devant la Cour de cassation pour imputations dommageables et propagation de faux bruits. Depuis mercredi, il est assigné à résidence surveillé par cette cour. Le Parquet général près la Cour de cassation l'accuse d'avoir attribué la mort de Cherubin Okende notamment à Christian Tshisekedi, jeune-frère du Président de la République et au général Ndaywel, le chef des services des renseignements militaires.

Ituri : plusieurs civils kidnappés par des ADF dans le territoire de Mambasa. Le territoire de Mambasa, a enregistré une double attaque dans la nuit du 22 au 23 mars. La 1^{er} est survenue à l'aube ce samedi à Mutchatcha où des rebelles Mai-Mai IPLC ont vandalisé et pillé des biens dans un site d'exploitation d'or, tenu par des Chinois. A Samboko, dans la chefferie de Babila Bakwanza, ce sont des ADF qui ont kidnappé la nuit, plusieurs civils dont le chef de l'entité, ses femmes et ses enfants. Le bilan de cette incursion survenue dans la forêt n'est pas encore connu.

Des personnes vivant avec handicaps accusent la ministre Esambo de ne pas répondre à leurs préoccupations. Des membres du Mouvement de réveil des personnes vivant avec handicap et autres, sont allés manifester leur mécontentement le 22 devant la cité de l'Union Africaine. Parmi leurs revendications, ils exigent le départ de leur ministre de tutelle, qu'ils accusent de « ne pas faire assez pour défendre leurs droits ». Parlant en son nom et en celui de sa collègue de tutelle, le ministre de la Fonction publique, a fait remarquer que ce problème est global. Il a promis de les rencontrer, en délégation de 10 personnes, le 25 mars pour aborder certaines questions en profondeur.

La SADC dénonce les manœuvres du Rwanda contre sa mission en RDC. Selon le communiqué publié à l'issue de ces assises, les chefs d'Etat de la SADC dénoncent et désapprouvent les démarches du Rwanda contre la mission de la SADC en RDC. En effet, le Rwanda avait entrepris des démarches auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies et de la Commission de l'Union Africaine pour que ces instances n'endossent pas la mission militaire de la SADC en RDC. De ce fait, le Conseil paix et sécurité de l'Union Africaine a d'ailleurs demandé de mettre le matériel de la Force Africaine d'attente entreposé au Cameroun, à la disposition de la SAMIRDC.

Suspension du trafic aérien à l'aéroport de Bipemba/Mbuji-Mayi, pour une durée de 24 heures, après la dégradation de onze mètres sur quatre d'une partie de la chaussée aéronautique, quelques minutes seulement après le décollage le même vendredi de l'avion d'une compagnie d'aviation privée. D'après le commandant de la Régie des voies aériennes (RVA) Kasai-Oriental, les travaux de réhabilitation, débutés vendredi sont presque terminés.

Dimanche 24 mars.

Kinshasa : inauguration de la première usine de production de cure-dents. Le ministre de l'Industrie et son homologue du ministère de l'Entrepreneuriat, petites et moyennes entreprises ont inauguré le 23 mars à Kinshasa, la première usine de production de cure-dents, sur base de la chaîne des valeurs des bambous. Cette usine porte le nom de +243 Cure-dents. D'une capacité de production de trois mille boîtes par jour, cette usine vient contribuer à la réduction des importations des biens pour répondre aux besoins primaires et marque ainsi le démarrage du développement de la chaîne de valeurs du bambou en RDC, dans le cadre du développement de la Zone économique spéciale de Kinshasa-Malebo qui sera spécialisée dans la transformation du bois, a précisé le ministre de l'Industrie.

Kinshasa : plus de 30 nouveaux patients de l'ulcère de buruli (Mbasu) traités en 2 semaines. La 2e phase de la campagne des soins gratuits de l'ulcère de buruli, appelé communément Mbasu, s'est clôturée le 23 mars à Kinshasa sur "une note positive". En effet, selon un spécialiste des plaies venu de France, la polyclinique la Charis a suivi et traité une trentaine de nouveaux patients qui sont actuellement en bonne évolution. Ces malades ont été traités grâce à l'utilisation d'équipements spécifiques de standard international qu'il a apportés ; notamment pour faire la greffe cutanée, en vue de raccourcir le délai de cicatrisation.

Beni : plus de 50 femmes sensibilisées sur leurs droits. Cette sensibilisation entre dans le cadre de la commémoration de la Journée internationale des droits des femmes. Les participantes ont également été invitées à jouer un rôle important dans le rétablissement de la paix dans la région de Beni (Nord-Kivu). Pour l'émergence des femmes de Beni, le chef de bureau intérimaire de la Monusco dans la région, a insisté sur l'éducation de la jeune fille. Selon lui, promouvoir l'accès à l'école pour les jeunes filles, c'est garantir l'avenir de l'émergence de la femme. Ce message a rencontré l'adhésion des participantes. Mais ces dernières estiment que l'autonomisation des femmes va leur permettre de contribuer au développement de leurs communautés.

Nord-Kivu : les activités minières paralysées à la suite de l'occupation des certaines localités par M23. L'occupation par les rebelles des entités comme de Mushaki et Shasha complique l'évacuation des minerais en provenance de Masisi et Walikale, affirme la présidente de la chambre des mines du Nord-Kivu et directrice générale de l'entreprise Kivu Minerals Ressources, une entité de traitement de catégorie A. Pour elle, cette situation alimente la contre bande. Elle exhorte le Gouvernement à redoubler d'efforts afin de pacifier la province du Nord-Kivu; car elle regorge, dit-elle, de minerais hautement stratégiques. Cette exploitante agréée dans les mines ajoute que, même au niveau de l'exportation, la fermeture de la douane de Bunagana les oblige à transiter dans deux pays notamment le Rwanda et l'Ouganda. Ce détour alourdit les charges. Par conséquent, les opérateurs n'atteignent plus leurs assignations ainsi que leurs bénéfices escomptés, déplore-t-elle.

Beni : des groupes armés « Wazalendo » accusés de recruter les enfants. « Dans cette zone de Beni, (...) nombreux enfants sont aujourd'hui recrutés par des groupes armés Mai-Mai dit « Wazalendo ». Il s'agit d'un danger qu'il faut endiguer immédiatement", a alerté chef d'antenne du PDDRS-C/Beni. Le PDDRC-S dit avoir résolu d'intensifier les campagnes de sensibilisation auprès des leaders des groupes armés et communautaires pour mettre fin à ce recrutement en faveur des groupes armés. Il a ainsi appelé tous les chefs des groupes armés Mai-Mai dits « Wazalendo qui ont des enfants dans leurs rangs à les libérer.

Mbuji-Mayi : l'UOM collecte environ 12 000 USD au profit des femmes violentées dans l'Est de la RDC. Au terme de la campagne de levée des fonds dénommée « Femme de l'Est plus jamais seule », samedi 23 mars, 32 850 000 francs congolais (11 945 USD) ont été collectés à Mbuji-Mayi (Kasai-Oriental). Cette campagne a été organisée par l'Université officielle de Mbuji-Mayi (UOM), dans le cadre des activités dédiées aux mois de la

femme. L'UOM a pris l'engagement de transférer ces fonds à Caritas/Goma (Nord-Kivu) pour assister les femmes victimes des violences dans l'Est de la RDC. Caritas/Goma a tout de même reconnu que cet argent ne suffirait pas à combler tous les besoins des femmes vulnérables de l'Est de la RDC.

Organisation d'une foire agro-industrielle à Butembo pour promouvoir les produits locaux. Cette foire agro-industrielle a connu la participation d'au moins 80 entrepreneurs, fabricants de produits locaux et détenteurs de petites industries dans la région de Butembo-Beni. Des jus, eau minérale, chocolat, ou encore des sacs à mains et plusieurs autres objets d'arts fabriqués localement ont été exposés au public. Le directeur exécutif de MAARIFA Global, l'organisation à l'origine de cette initiative, évoque l'importance de consommer les produits fabriqués localement :

Ituri : plaidoyer pour la réhabilitation de la route Bunia-Kasenyi-Tchomia. Les opérateurs économiques ainsi que les autorités politico-administratives et coutumières de Kasenyi, estiment que goudronner ce tronçon va certainement accroître le trafic sur cette voie qui, souvent, est utilisée pour désenclaver la ville de Bunia si la RN27 est en très mauvais état et fait face à l'insécurité. Les opérateurs économiques de l'Ituri au centre de négoce de Kasenyi se servent du lac Albert pour effectuer leur commerce en dehors du pays. Trois barges y existent pour la traversée des marchandises entre l'Ouganda et la RDC.

Goma : une fille d'environ 25 ans tuée par une balle perdue. La victime passait alors que 2 soldats se disputaient. L'un de ces militaires voulant tirer sur l'autre, la balle a touché la victime au niveau de la tête. Elle est décédée.

Montée des eaux à Kalemie : l'année scolaire de 35 000 élèves perturbée. 83 écoles sont impactées négativement par les effets des catastrophes naturelles. C'est notamment l'avancée des eaux du lac Tanganyika, les pluies abondantes et la mauvaise gestion des caniveaux d'évacuation des eaux.

Mateus Kanga élu président du bureau définitif de l'assemblée provinciale de Tshopo. Les députés provinciaux ont mis en place leur bureau définitif. Composé de cinq membres, ce bureau ne compte aucune femme. L'unique femme ayant postulé à la questure a été débarquée au second tour.

Lundi 25 mars.

RDC : création d'une commission pour résoudre le conflit Teke-Yaka. Cette Commission qui sera dirigée par le vice-Premier ministre de l'Intérieur est constituée des représentants des chefs coutumiers Teke (Mai-Ndombe) et Yaka (Kwango), des notables des deux communautés, des membres du Cabinet du ministre de l'Intérieur, des représentants de la Présidence de la République ainsi que ceux des autorités traditionnelles de la province du Kongo Central et de l'espace Grand Kasai. « C'est un forum de réconciliation, de paix. C'est pour que la paix revienne rapidement à Kwamouth et dans les autres territoires affectés », a indiqué Peter Kazadi.

Goma : quelques personnalités interpellées et transférées à Kinshasa. Selon plusieurs sources concordantes, ces interpellations seraient liées à la situation sécuritaire de la province. La plupart de personnes interpellées sont entendues en province avant d'être transférés à Kinshasa. Parmi celles qui l'ont été récemment on peut citer le président de la communauté Tutsi. Il est aussi président du conseil d'administration de l'Association des groupements des agriculteurs et éleveurs du Kivu et membre du Barza intercommunautaire.

Lubero : 76 274 enfants déplacés exposés à plusieurs dangers à Kanyabayonga. Les parents de ces enfants sont dépourvus des moyens. Ce qui ne permet pas de les scolariser et même les nourrir correctement. Du coup, cherchant à survivre, ces enfants sont victimes d'une exploitation économique et sexuelle. Ils sont également exposés à l'adhésion dans les groupes armés. Les filles surtout sont beaucoup plus exposées aux violences sexuelles. La situation est encore pire pour les enfants qui sont arrivés à Kanyabayonga sans leurs parents.

Lutte contre la polio en RDC : le pays est passé de 500 enfants paralysés en 2022 à moins de 250 en 2024. Cette baisse des cas de polio est observée notamment dans la province du Maniema, considérée autrefois comme épicerie de la maladie à poliomyélite. Cette province est passée de 67 à 1 cas recensé l'année 2023. Le représentant du comité stratégique de l'initiative mondiale d'éradication de polio, ajoute que cette mission va s'atteler à voir comment pérenniser ce succès de l'année dernière. La première phase des journées nationales de vaccination contre la polio aura lieu du 28 au 30 mars prochain sur toute l'étendue de la RDC.

Beni : 13 civils tués dans une double attaque attribuée aux rebelles des ADF à Sayo. La première attaque des ADF est intervenue samedi dans les cellules de Musuku, Kasanga-Tuha, Mundubiena du quartier Sayo. Sur place, les assaillants ont tué un civil et incendié quatre motos. Le dimanche, ces rebelles ont mené une deuxième attaque

dans la cellule Mutombe du même quartier, au cours de laquelle ils ont tué d'autres civils et incendié plusieurs maisons d'habitation. La société civile de Mulekera reproche à l'armée de n'être pas intervenue, malgré les nombreuses alertes de la population sur une probable attaque rebelle dans la zone.

Ituri : chute de la production agricole à Irumu et Djugu à cause de l'insécurité persistante. Des vastes étendus de champs sont abandonnées par les paysans qui actuellement vivent dans des sites de déplacés installés principalement dans le territoire d'Irumu et de Djugu. Ce qui laisse le marché à l'Ouganda. Des cargaisons en provenance de l'Ouganda sont tous les jours déchargés avec de produits vivriers tels que les tomates, haricots, riz, oignons, bananes plantains, farine de manioc.

Equateur : la CAMESE déplore les péremptions des médicaments sans être utilisés. La vice-présidente du Centrale d'approvisionnement en médicaments essentiels pour le Sud Equateur, (CAMESE) a regretté que cette institution n'ait pas pu distribuer certains médicaments jusqu'à leur péremption. Elle a précisé que cette situation est due à l'arrivée tardive des médicaments, et le temps qu'ils prennent pour son déploiement aux zones de santé. Elle plaide auprès des partenaires pour une livraison à une période raisonnable pour une utilisation convenables.

Ituri : 7 Maï- Maï tués lors de l'attaque de la carrière minière de Mutchatcha, dans le territoire de Mambasa. Ces miliciens munis d'armes à feu ont pris pour cible un carré minier exploité par des Chinois. Non loin de là, l'armée a réussi à déloger d'autres Maï- Maï qui avaient investi le village Pangoyi.

Sud-Kivu : la population de Mwenga réclame « une journée commémorative » de victimes des massacres. La population de Mwenga demande la mise sur pied de projets de réparation collective pour soulager la communauté victime, immortaliser et honorer les mémoires de leurs proches qui ont été tués lors des massacres de 1998 à Kasika. Ce projet de réparation comprendra la réparation communautaire, l'électrification de Mwenga centre, Kasika et Kitutu; l'aménagement des sites mémoriaux, la construction de la RN2, la construction des infrastructures sociales comme les écoles, les hôpitaux, les marchés, les centres communautaires et l'adduction d'eau. Environ 800 personnes ont été massacrées à Kasika, dans le territoire de Mwenga, en 1998, par des combattants du groupe rebelle RCD. Certaines femmes avaient été enterrées vivantes par ces bourreaux.

Un activiste de l'environnement propose de faire de Goma une ville verte. Avec tous ses atouts, selon Assumani Hamada, Goma a tout d'une ville touristique. Malheureusement, à ce jour, les volcans qui entourent la ville et qui dégagent des fumées, des gaz, des cendres, ainsi que la fumée des véhicules et des usines, "tout ça est en train de contribuer au réchauffement de la ville ». C'est pour cette raison qu'il a proposé « le verdoisement ; des jardins partout, des arbres sur les artères principales et aussi au niveau des résidences privées".

Uvira : le gouverneur intérimaire réceptionne le port de Kalundu partiellement rénové. L'entreprise Trade Mark Africa a remis officiellement le 25 mars à Uvira le port public de Kalundu, partiellement rénové, au gouverneur intérimaire du Sud-Kivu. Les travaux de cet ouvrage ont été réalisés grâce à l'appui financier du Royaume des Pays-Bas. Ils devraient se poursuivre sur d'autres parties du port.

L'ONG SCED dénonce l'insuffisance des magistrats au Kasai-Central. La Société congolaise pour l'Etat de droit (SCED) a dénoncé le 23 mars « une affectation disproportionnée des magistrats dans la dernière décision du Conseil supérieur de la magistrature. Le tribunal pour enfant, depuis qu'il existe, ne fonctionne qu'avec un seul magistrat qui fait office de président du tribunal. Ce qui fait que, depuis que cette juridiction existe, la chambre d'appel n'a jamais fonctionné. Le tribunal de commerce fonctionne avec un magistrat de carrière". Il demande au Conseil supérieur de la magistrature de revoir la répartition des magistrats.

Beni : l'ONG CRDH appelle à des opérations militaires au quartier Sayo. Entre le 1^{er} et le 24 mars, indique la Convention pour le respect des droits de l'homme près de 8 attaques ont eu lieu dans les quartiers Sayo et d'autres de la commune de Mulekera. Des dizaines de personnes ont été tuées, plusieurs autres blessées et de nombreux biens de valeur pillés lors de ces attaques. La CRDH plaide pour le lancement sans délai des opérations militaires conjointes Fardc-UPDF et l'implantation des unités conjointes de patrouilles dans toutes les cellules menacées.

Crise dans l'Est de la RDC : Felix Tshisekedi et Salva Kiir appellent à la relance des processus de paix de Nairobi et de Luanda. Au cours de cette rencontre consultative, axée sur l'état de la paix et la sécurité dans la CEAC, ils ont souligné le fait que la paix et la sécurité sont des prérequis pour le développement socio-économique au sein de la communauté. Après Kinshasa, le président Sud-Soudanais et président en exercice de la CEAC va rencontrer le président du Rwanda, du Burundi et celui d'Angola Joao Lourenco, facilitateur désigné par l'UA dans la crise entre la RDC et le Rwanda, indique le communiqué conjoint de la rencontre consultative de Kinshasa.

EPST/Kasaï-Oriental : des enseignants impayés depuis 10 ans menacent d'organiser une marche de colère. D'après le porte-parole de leur collectif, le premier recensement de ces enseignants ordonné par le chef de l'État n'a permis de payer qu'un petit nombre. Un deuxième recensement a permis de payer des enseignants de certains territoires, ceux de la ville de Mbuji-Mayi et de certaines écoles nouvellement construites en préfabriqués ; alors que les enseignants de la commune de Bipemba restent impayés, explique le porte-parole du collectif. Dans certaines écoles de Bipemba, des enseignants impayés ont abandonné l'enseignement pour aller travailler dans d'autres secteurs. Le porte-parole de leur collectif appelle l'État à s'impliquer afin que ces enseignants soient payés.

Nord-Kivu : accès difficile aux soins de santé pour les femmes déplacées enceintes et allaitantes à Kanyabayonga. Ces femmes, qui ont fui les combats entre les Fardc et rebelles du M23 dans le territoire de Rutshuru, vivent dans des conditions difficiles à Lubero, a témoigné le chargé de la protection de l'ONG " Umoja in action". D'après lui, ces femmes ont perdu leurs fiches de consultation prénatale pendant la fuite. Elles trouvent difficilement de quoi se nourrir et nourrir leurs enfants. Certaines d'entre elles ont de réels problèmes de santé et des problèmes psychiques et n'ont aucun moyen pour se payer des soins de santé,

La peine de mort est dégradante et "incompatible avec l'Évangile". Les évêques catholiques de RDC ont condamné la décision du gouvernement de la nation centrafricaine de lever l'interdiction de la peine de mort qui datait de 2003, déclarant qu'il s'agit d'un "traitement dégradant" qui n'est pas conforme à l'Évangile. Dans une déclaration publiée le 13 mars, le ministre de la justice de la RDC, Rose Mutombo, a annoncé la levée du moratoire de deux décennies sur la peine de mort dans la nation centrafricaine. Le ministre Mutombo aurait déclaré que "les actes de trahison ou d'espionnage ont fait des ravages au sein de la population et de la République" et que le rétablissement de la peine de mort visait à "débarrasser l'armée de notre pays des traîtres... et à freiner la recrudescence des actes de terrorisme et de banditisme urbain entraînant la mort". Dans une déclaration du vendredi 22 mars, les membres de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) ont réaffirmé leur "engagement inconditionnel pour la défense de la vie et l'abolition de la peine de mort dans notre pays". "La peine de mort et sa logique de rétribution ne sont pas compatibles avec l'Évangile. Quelle que soit la manière dont elle est appliquée, la peine de mort implique un traitement cruel, inhumain et dégradant. Jésus ne ferme pas la porte de la vie aux condamnés. Il est celui qui donne toujours une chance à chacun", ont déclaré les membres de la CENCO. Ils ont ajouté que "l'amour infini de Dieu donne à chaque être humain une dignité que même les crimes ne peuvent lui enlever". "Bientôt, nous célébrerons Pâques, l'apogée des fêtes chrétiennes. La résurrection de Jésus, le triomphe de la vie, montre que Dieu s'oppose à la peine de mort pour son Fils. Il ne permet pas non plus que l'on ôte une vie humaine", ont déclaré les évêques catholiques de la RDC. Ils ont exhorté le gouvernement à "lutter contre les différentes facettes de la culture de la mort dans notre société". Les membres de la CENCO ont également demandé au gouvernement d'abolir la peine capitale pour tous les crimes, mais de mettre en place des systèmes de détention plus efficaces et d'améliorer les conditions de détention des prisonniers. Les évêques catholiques ont encouragé le peuple congolais à se former et à s'éduquer au respect et à la promotion de la dignité humaine, en déclarant : "Éduquer les enfants et les jeunes en les faisant passer de la culture de la mort à la culture de l'attention et de la protection de la vie". (ACI Africa)

Mardi 26 mars.

Lubero : 10 déplacés meurent en deux semaines à la suite de leurs mauvaises conditions de vie à Kanyabayonga. D'après le bourgmestre, certains de ces déplacés décèdent de faim, et d'autres par manque de prise en charge médicale. Environ 30 000 ménages de déplacés qui ont fui Rutshuru à cause des combats entre les Fardc et les rebelles du M23 vivent dans des conditions difficiles à Kanyabayonga. Le bourgmestre de cette commune rurale plaide pour une assistance humanitaire d'urgence.

Ituri : l'armée reprend le contrôle des localités Café et Mbogi, sur le littoral du lac Albert dans le territoire de Djugu, annonce le porte-parole de l'armée dans cette région. Ce contrôle intervient grâce aux opérations militaires nommées « Tolérance Zéro » lancées depuis le week-end dernier dans cette région. Les groupes armés Codeco et Zaïre qui se disputaient pendant plusieurs semaines le contrôle de ces localités y ont été chassés par les Fardc. L'objectif est de sécuriser ces entités pour permettre le retour de la population dans leurs milieux pour qu'elle vaque normalement à ses activités champêtres et de pêche.

Goma: la Haute Cour militaire se penche sur le détournement de la solde des soldats. Les deux officiers qui comparaissent dans cette cause sont des lieutenants-colonels, en charge du bureau de paie des retraités, et en charge du bureau de rémunération. Au cours de l'audience, la Haute Cour s'est appesantie sur le concept « autre régions », une des colonnes retrouvées sur les fiches et des documents financiers du chargé de rémunération à la 34^e région militaire. Cette rubrique n'existe pas dans d'autres régions militaires. Elle a été mise en place par ses initiateurs pour justifier l'utilisation de ces fonds détournés, selon le ministère public. Au cours cette instruction, la Haute

Cour a révélé aussi des anomalies constatées sur les listes de paie, où les signatures des bénéficiaires, sont presque identiques.

Massacre de Sayo : Lamuka appelle l'Etat congolais à protéger ses citoyens. Dans une déclaration publique, l'un des porte-paroles de Lamuka, a tiré la sonnette d'alarme sur la recrudescence des attaques des ADF dans cette région et rappelle à l'Etat l'un de ses rôles régaliens : « Lamuka rappelle le premier rôle de l'Etat, celui de protéger ses citoyens et d'imposer la paix. Aussi, la coalition Lamuka constate-t-elle avec émoi la recrudescence des violences et des tueries et l'hyper activité des ADF dans cette partie du pays ». « Que l'armée congolaise agisse et que ceux qui doivent donner les ordres le fassent car la vie est devenue intenable au Kivu ».

Walikale : la société civile dénonce une « dotation illégale » des soldats des Fardc en effets militaires par une société minière privée. Les militaires bénéficiaires de cette dotation sont ceux commis à la sécurisation des sites d'exploitation minière de Bisié : « Nous nous posons la question de savoir si la société minière Bisie Mining est devenue la société minière ayant le mandat d'acheter et de doter d'effets militaires les éléments des Fardc commis à leur garde qui ne sont même pas conformes aux uniformes officiels de l'armée congolaise ». La société civile justifie sa crainte par le fait que cette région est en guerre avec un pays étranger.

Journée internationale de solidarité avec les membres du personnel détenus et portés disparus. Le porte-parole de la Monusco à Beni, a révélé à cette occasion que 142 membres du personnel des Nations unies ont été détenus depuis 2021. Parmi ces derniers, 15 l'ont été en 2022 et 22 sont encore en détention aujourd'hui, a-t-il précisé avant de souligner le caractère périlleux du travail des soldats de la paix. Pour lui, cette journée, est une occasion importante pour exiger justice et sécurité pour le personnel de l'ONU, ancien et actuel, qui travaillent pour le développement durable de l'humanité. Depuis la création de l'ONU en 1945, "plusieurs milliers de femmes et d'hommes œuvrant avec professionnalisme, courage et dévouement ont perdu la vie à son service".

Levée du moratoire sur la peine de mort en RDC : l'ONG RODHECIC appelle le Gouvernement à revenir sur sa décision. Dans une déclaration publique le 25 mars, à Kinshasa, le Réseau des organisations des droits humains et d'éducation civique d'inspiration chrétienne a exprimé sa désapprobation face à cette décision et réaffirme le caractère sacré du droit à la vie. Lever le moratoire sur la peine de mort c'est faire un recul dans la protection du droit à la vie. Il appelle le Gouvernement au respect de ses engagements internationaux en matière du droit à la vie et consacré dans la Constitution du 18 février 2006. A ce jour, 144 Etats sont abolitionnistes en droit ou en pratique.

La présence des pirates et des miliciens rend difficile le trafic sur le lac Albert (autorité lacustre). Selon commissaire lacustre, plusieurs cas de meurtre et de vols de matériels de pêches attribués aux bandits armés sont régulièrement enregistrés dans la zone. Cependant, les services spécialisés n'ont pas de moyens logistiques suffisants et adéquats pour bien sécuriser la population ou sauver des passagers en cas de noyade. Les embarcations sur le lac Albert font face à la présence de plusieurs groupes armés dont certains éléments se transforment parfois en pirates de mer. La protection civile plaide pour un renforcement logistique de l'unité des Fardc dans la zone.

Kindu : évasion de 2 détenus de la prison centrale. Il s'agit de deux prévenus arrêtés dans l'affaire du meurtre, en décembre dernier, d'un cadre du parti politique Ensemble pour la République lors d'échauffourées à Kindu pendant la campagne électorale de Moïse Katumbi. Le président de la société civile forces vives du Maniema dit craindre pour la sécurité de la population et le risque que la justice ne soit plus rendue dans ce dossier.

Haut-Lomami : des éléphants en divagation ravagent des champs à Malemba Nkulu. Cette situation inquiète la société civile qui redoute la famine si rien n'est fait pour refouler ces pachydermes. Ces éléphants proviennent du parc Upemba, et détruisent tout sur leur passage. Les champs de manioc et de maïs sont les plus touchés. La population craint d'être attaquée par ces éléphants qui sont en grand nombre. D'autres villageois craignent qu'à force de chercher du pâturage, ces animaux ne finissent par atteindre les villages où ils pourraient s'en prendre aux humains car par le passé, ils avaient déjà causé mort d'hommes. La vie devient donc difficile pour ces habitants qui voient leurs efforts anéantis par la présence de ces bêtes. La société civile demande que l'opération de refoulement de ces pachydermes soit organisée dans le meilleur délai, avant que le pire n'arrive.

Bukavu : des étudiants de l'UOB en quête d'emploi bénéficient d'une formation professionnelle. Ils ont bénéficié de cette formation au cours d'un séminaire académique organisé par l'ONG Bukavu for Bukavu (BforB), en collaboration avec le Cercle de recherche des étudiants en SIC de l'UOB. Au cours de ce séminaire, les intervenants sont revenus sur l'importance d'user de professionnalisme dans la conception des dossiers de candidature, notamment en ayant recours à des outils professionnels tels que LinkedIn, Canva et autres applications numériques permettant de soigner son image dans les dossiers de candidature. Plusieurs jeunes se heurtent à des

difficultés lorsqu'il est question de concevoir leurs CV et lettre de motivation. Cela est dû au fait qu'ils ont du mal à valoriser leurs compétences au sortir des universités.

Justice : le premier président de la Cour de cassation milite pour le désengorgement de la prison centrale de Makala. D'après le premier président de la Cour de cassation, un rapport clair sur la situation des détenus est attendu avant vendredi prochain afin de déterminer les détenus qui doivent rester en prison, ceux qui doivent être transférés ailleurs et des dossiers sans prononcé qui doivent être rapidement régularisés. Le vice-ministre de la justice, les procureurs généraux et procureurs de la République ainsi que les greffiers ont pris part à cette séance de travail.

Nord-Kivu : 7 morts et environ 50 blessés dans un accident de circulation dans le territoire de Lubero. Le camion qui transportait ces personnes en provenance de Kirumba, s'est renversé alors qu'il se rendait à Mbingi pour un enterrement. Sur place, six personnes ont péri. Une septième est morte à l'hôpital. Sept blessés graves ont été référés à l'hôpital général d'Alimbongo. Le conducteur du véhicule s'est enfui et on ne sait pas encore pourquoi le véhicule qu'il conduisait s'est renversé. Les enquêtes ont été ouvertes pour établir les responsabilités.

Kasaï-Oriental : le gouvernement provincial signe un accord de 3 millions USD avec une firme américaine pour la relance agricole. L'accord indique que les trois millions USD apportés par la société American United Investment global (AG) seront consacrés principalement aux réserves stratégiques alimentaires. Le gouvernement provincial est chargé d'identifier les paysans dans les 5 territoires du Kasaï-Oriental. Certains paysans seront regroupés en coopérative où ils seront encadrés pendant les saisons culturales par les moniteurs et les agronomes du gouvernement. Le but étant d'accroître la production agricole dans la province afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. La société américaine a également promis d'appuyer le projet d'implantation d'une banque des crédits agricoles pour faciliter l'accès des femmes aux crédits.

Ituri : 5 morts dont un enfant dans un accident de circulation sur la route Kilo-Mongbwalu. Le camion qui transportait environ soixante passagers et des denrées alimentaires en provenance du territoire de Mahagi pour la cité de Kilo Etat, s'est renversé au niveau de Mutumbu, près du village Libima, 12 km avant d'atteindre la cité de Mongbwalu. Des sources expliquent cet incident par l'imprudence du conducteur et le mauvais état de la route.

Masisi : des combats signalés dans la localité de Bibwe. Selon des sources civiles dans la zone, les rebelles du M23 auraient avancé et pris le contrôle du village Nyange, à 10 km de Bibwe-centre. Un calme précaire était observé jusque ce mardi sur l'axe Kibumba-buhumba, au territoire de Nyiragongo et autour de la cité de Sake.

Kananga : une campagne menée dans les écoles contre le mariage précoce. Au Lycée Buena Muntu, par exemple, la ministre a exhorter les filles à se concentrer aux études, s'opposer et dénoncer tout harcèlement sexuel ou proposition de mariage avant l'âge requis. Cette campagne s'inscrit dans le cadre du mois de la femme.

Kinshasa : les Teke et Yaka adoptent un acte d'engagement pour la paix, après trois jours des travaux. Ces assises ont réuni près de deux cents personnes, parmi lesquelles les chefs coutumiers Teke et Yaka ainsi que les notables de ces deux communautés, les représentants de la Présidence de la République ainsi que les représentants des provinces affectées par ce conflit. Ce conflit opposant Teke et Yaka dans le territoire de Kwamouth, province du Mai-Ndombe autour des droits fonciers, a dégénéré depuis 2022. Il a embrasé toute la province de l'ex-Grand Bandundu et la périphérie de Kinshasa, causant plusieurs pertes en vies humaines ainsi que des milliers des déplacés.

Mercredi 27 mars.

Législatives nationales : la Cour constitutionnelle reçoit 110 requêtes pour correction d'erreurs matérielles, en contestation des résultats définitifs des élections législatives nationales 2023 publiés par cette Cour. Les requérants espèrent trouver gain de cause pour corriger les "erreurs matérielles" commises lors de l'examen des contentieux électoraux législatifs du 20 novembre 2023. En effet, certains d'entre eux se disent surpris de leur invalidation alors que leur élection n'avait pas été attaquée devant la Haute Cour. Ces recours se fondent sur la jurisprudence de cette même Cour sur la correction d'erreurs matérielles après les scrutins de 2018. A cette époque, feu le président de la Cour, Benoît Lwamba, avait institué une chambre spéciale pour statuer sur les erreurs matérielles.

Beni : résurgence des attaques des ADF dans certains quartiers périphériques. Les dernières attaques remontent au 23 et 24 mars dans le quartier Sayo de la commune de Mulekera. Le mardi 26 mars, au moins 22 corps de civils ont été retrouvés dans cette zone. Cette situation inquiète les organisations de défense des droits de

l'homme et la société civile locale, qui rappellent que cela faisait plus d'une année que la ville de Beni n'avait plus été la cible des attaques des ADF. L'ONG Convention pour le respect des droits de l'homme parle de huit attaques des rebelles des ADF qui ont visé la ville depuis le début de ce mois de mars. « Des dizaines de personnes ont été sauvagement tuées et plusieurs autres portées disparues, sans oublier le pillage de cacao, et autres biens de grandes valeurs ». Pour protéger la population, les Fardc et la Monusco ont renforcé leurs patrouilles autour et dans la ville de Beni.

Affaire tentative de corruption de l'IG FARDC : la Haute Cour militaire poursuit ses audiences foraines à Goma. Au cours de cette audience, la Haute Cour a confronté les trois renseignements présents devant la barre. Parmi eux figurent le directeur en charge de l'administration et deux capitaines, tous de la 34^{ème} région militaire. Ils ont été confrontés au principal accusé le lieutenant-colonel Katengu Jerry. Dans son interrogatoire aux prévenus, le ministère public voulait comprendre la provenance de la somme de 15 millions FC, remise à la commission de l'Inspection générale des Fardc en 2022 alors qu'elle était en mission d'inspection. A cette question, l'audience a relevé un tâtonnement ambigu en guise de réponse du principal accusé, le lieutenant-colonel Katengu Jerry. Il a nié l'authenticité de la décharge reprenant la somme de quinze millions de francs, avant de reconnaître plus tard, sa signature posée sur l'acte de reconnaissance par lequel cet argent a été remis à la délégation venue de Kinshasa.

Près de 2 millions d'enfants attendus pour la vaccination contre la poliomyélite dans les provinces du Kasai-Oriental et du Maniema. Cette campagne qui va du 28 au 30 mars se fera de porte à porte, affirme le coordonnateur du Programme élargi de vaccination (PEV) de Mbuji-Mayi. Le ministre provincial de la santé a invité les parents à garder les enfants à la maison pendant cette période de vaccination afin de faciliter les opérations. Dans la province du Maniema, c'est aussi le jeudi 28 mars que la vaccination contre la poliomyélite va débuter à Kindu. Le Maniema a fait d'énormes progrès dans la lutte contre la poliomyélite. Pour l'année 2023, elle est passée de 67 cas à 1 seul cas.

Bas-Uele : plus 700 personnes fuyant l'insécurité dans leurs localités sont arrivées à Ango. Ces personnes viennent des localités victimes d'attaques, la semaine dernière, par des personnes armées non encore clairement identifiées. L'administrateur du territoire, se dit préoccupé par le sort de ces déplacés surtout les élèves finalistes : « Ils sont dans des familles d'accueil et ceux qui n'ont pas de familles, sont casés quelque part dans les églises et les écoles. Parmi eux, il y a beaucoup d'élèves finalistes des humanités et ceux des écoles primaires. Jusque-là aucune assistance de la part du gouvernement provincial ni national, ils sont abandonnés à leur triste sort... ».

Maniema : l'ONG AGIREC dénonce des tracasseries à répétition aux postes de péage des taxes à Pangni. L'ONG « Agir pour la reconstruction de notre espace et la convivialité », a accusé, les agents des services de sécurité au niveau des postes de péage des taxes dans le territoire de Pangni, d'être auteurs des arrestations arbitraires et tortures à l'endroit de la population et dénonce aussi de silence et d'inaction les autorités provinciales face à ces tracasseries à répétition dont la population est victime.

Nord-Kivu : nouveaux affrontements entre le M23 et les Fardc autour de Sake. Au moins quatre obus de mortier sont tombés dans la matinée sur la cité de Sake. Ce sont les groupes armés locaux qui auraient lancé cette attaque tôt le matin pour tenter de déloger les rebelles du M23 des collines qu'ils occupent depuis plusieurs semaines. Selon des témoignages concordants, ces positions seraient renforcées par les M23 et leurs alliés. Depuis le 7 février dernier, le mouvement rebelle fait pression sur la cite de Sake, contrôlé en grande partie par l'armée congolaise.

Haut-Lomami : 7 morts à la suite des échauffourées dans la chefferie de Kayumba, dimanche dernier, entre des forces de l'ordre et un groupe des villageois. Ces incidents ont éclaté à cause d'un conflit foncier latent.

Kinshasa: liberté provisoire accordée à Salomon Idi Kalonda. Cette liberté est accordée pour des raisons humanitaires afin de permettre au député provincial élu du Maniema de se faire soigner. C'est le 17 août que le procès de cet opposant, détenu depuis juillet 2023 à Ndolo, s'était ouvert. Il est poursuivi pour notamment l'intelligence présumée avec la rébellion du M23 contre l'Etat. Selon sa défense, des négociations sont en cours pour obtenir son évacuation en vue de recevoir des soins appropriés à l'étranger.

Beni : le café et le cacao s'exportent frauduleusement à cause de l'insécurité (ONAPAC). Depuis deux jours, la directrice générale de l'Office national des produits agricoles du Congo, en mission à Beni évalue la production et l'exportation des produits pérennes : « Officiellement nous avons 53 mille tonnes qui ont été déclarées mais avec la fraude, ce qui est sorti peut arriver même à 90 mille tonnes », a-t-elle déploré. Elle encourage ces agriculteurs, particulièrement les caféiculteurs, à persévérer : « Vous savez avec la flambée du prix aujourd'hui du cacao, tous ceux qui étaient dans le café se versent dans le cacao. C'est ainsi que vous voyez du coté café, il y a un ballotement

que nous devons encadrer et nous sommes en train de demander à tous les caféiculteurs de ne pas abandonner leurs champs et de ne pas couper les caféiers parce qu'aujourd'hui c'est le cacao mais demain ça peut être le café ».

Les catastrophes naturelles à Bukavu sont « le fruit du comportement humain », selon une ONG locale. La population et les services de l'État sont pour beaucoup dans tout ce qui cause des dégâts humains et matériels dans la ville de Bukavu. Les principales causes des dégâts des catastrophes dans la ville de Bukavu ce sont la mauvaise urbanisation et la gestion des déchets. C'est ce qu'a affirmé la cheffe de l'avenue Kaduru au quartier Nyakaliba qui est souvent le plus frappé, dans la commune de Kadutu : « Il y a d'abord la cause de constructions anarchiques et il y a ceux qui jettent des immondices dans des caniveaux ». L'Observatoire humanitaire engage tout le monde à la prise de conscience et d'assumer sa responsabilité afin d'éviter le pire dans l'avenir. La pluie diluvienne de décembre 2023 avait fait une trentaine de morts dans la ville de Bukavu et bien d'autres dégâts matériels incommensurables.

Beni : la population salue les patrouilles de la Monusco. Les forces de la Monusco multiplient depuis deux semaines les patrouilles, en réponses à la menace des rebelles des ADF, qui pèse plus en plus sur la ville (Nord-Kivu). Cependant, bien que cette mesure soit saluée par les habitants, ces derniers recommandent que ces patrouilles soient mixtes et s'effectuent conjointement avec des éléments de la Police nationale congolaise et des Fardc. D'autres patrouilles se font également au-delà de la ville et dans le territoire de Beni, avec cette fois, des éléments de la Brigade d'intervention de la Monusco, toujours dans le but d'atténuer, voire d'anéantir les menaces sécuritaires dans la région.

Bunia : le président du G5 condamné à 20 ans de servitude pénale pour participation à un mouvement insurrectionnel. Ce verdict rendu le 26 mars reconnaît Christian Utheke, président du G5, une structure qui regroupe les communautés se réclamant victimes des atrocités des groupes armés, coupable notamment de participation à un mouvement insurrectionnel pour avoir rassemblé des miliciens du groupe Zaïre à Kilo, Bule, Largu et Djalasiga, au motif d'assurer la défense de sa communauté contre les attaques de la Codeco. Le président du G5 est condamné aussi pour avoir tenu des propos de nature à démoraliser les troupes et briser la confiance entre la population civile et les autorités militaires. Le collectif des avocats promet de faire appel de cette décision.

Assemblée nationale : la procédure demandant aux députés de remplir une fiche individuelle d'appartenance à la majorité ou l'opposition est conforme au règlement intérieur (Gary Sakata), même si demander aux députés de choisir leur camp indépendamment de leur parti n'est pas normal, ajoute-t-il. Ce député, membre de la majorité précise aussi que cette démarche ne contredit pas, non plus, le travail de l'informatique, consistant à identifier la majorité parlementaire en vue de la formation du Gouvernement.

Devant le Conseil de sécurité de l'ONU: Bintou Keita appelle à l'aide urgente aux déplacés en RDC. Plus de 7,1 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur de la RDC, selon le bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). En rapport avec cette situation, Bintou Keita a lancé un cri d'alarme face à la catastrophe humanitaire en raison de l'escalade de la crise du M23 au Nord-Kivu. A cela s'ajoutent des violences armées prolongées en Ituri et au Sud-Kivu.

Jeudi 28 mars.

A l'ONU, la RDC réitère sa demande des sanctions contre le Rwanda pour "son récidivisme criminel". Le représentant permanent de la RDC à l'ONU, a affirmé, concernant la tripartite RDC-Angola-Rwanda, que la RDC n'acceptera pas des arrangements de façade, destinés à perpétuer l'insécurité et la confusion qui encouragent la coalition RDF-M23 à poursuivre l'exploitation éhontée de ses minerais stratégiques. Intervenant aussi à la même tribune, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Bintou Keita, a réitéré son appel pressant à l'endroit des donateurs et à la communauté internationale pour venir en aide aux populations en détresse en RDC.

Procès Modero Nsimba : la Cour de cassation suspend les audiences à la suite des exceptions soulevées par la défense. L'inconstitutionnalité dont est saisie la Cour constitutionnelle repose d'abord sur la compétence ou pas, de la Cour de cassation de juger Modero Nsimba. Selon sa défense, celui-ci a été soustrait de son juge naturel qui est le tribunal de paix. Car, il a été simplement proclamé député national mais dont le mandat n'est pas encore validé à l'Assemblée nationale où quelqu'un d'autre siège à sa place. Pour le parquet général, l'arrêt proclamant le prévenu comme étant député est opposable à tous et est exécutoire. C'est à ce titre qu'il a déféré à la cassation. A l'audience de ce mercredi, devant la Cour, Modero Nsimba, ministre honoraire du Tourisme a déclaré que la note vocale qu'on lui a fait écouter dans les locaux des renseignements militaires, n'est pas celle présentée à l'audience publique. D'où cette interrogation de son conseil « où est passée l'originale » ? Cette question est jusque-là, restée sans réponse.

Goma : l'opération de marquage d'armes légères et de petit calibre pour l'exercice 2024 se poursuit. La Commission nationale de contrôle des armes légères et de petit calibre et de reddition des conflits armés (CNC-ALPC), en collaboration avec le service anti-mines des Nations unies (UNMAS) ont poursuivi, mardi 26 mars, l'opération de marquage d'armes légères et de petit calibre, pour l'exercice 2024 dans la ville de Goma (Nord-Kivu). L'objectif est d'améliorer le stockage d'armes de l'armée et la police nationale congolaise, mais aussi de lutter contre la prolifération d'armes légères détenues illégalement dans cette zone affectée par les conflits armés. Une enquête menée en 2010 par la CNC-ALPC a relevé, que 300 mille armes se trouvaient entre les mains des civils. C'est au regard de cette situation vécue dans le passé, que la commission travaille pour que les mêmes causes ne puissent pas produire les mêmes effets à Goma comme par le passé.

Mauritanie : Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani et Félix Tshisekedi discutent de l'appui de l'UA pour rétablir la paix en RDC. Le Président de la République de Mauritanie et Président en exercice de l'Union Africaine (UA) et Felix Antoine Tshisekedi, en visite de travail dans ce pays, intervient au moment où l'Union africaine est décidée d'appuyer la RDC victime de l'agression rwandaise, via le M23 dans le Nord-Kivu. Le Conseil de sécurité et de paix de l'UA (CPS) est prêt à renforcer militairement les contingents de la Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SAMIDRC) dans sa lutte pour la pacification de l'Est de la RDC.

Lubero: 2 nouveaux décès enregistrés dans le site des déplacés de Kanyabayonga (société civile). Selon le président de la société civile locale, ceci porte à douze, le nombre total de décès enregistrés parmi les déplacés dans ce site en deux semaines. A la base de cette situation, le manque de nourriture, d'eau potable et de médicaments. Il plaide pour l'implication du Gouvernement et des humanitaires pour une assistance urgente à ces personnes.

Uvira : des jeunes et des acteurs de la société civile appellent les autorités à sécuriser la RN5, entre Bukavu et Uvira, en passant par la plaine de la Ruzizi (Sud-Kivu). Le trafic s'est fortement intensifié sur cette route depuis la fermeture par le Burundi de sa frontière avec le Rwanda. Tous les voyageurs congolais en provenance de Goma et Bukavu qui passent par la plaine de la Ruzizi se plaignent de l'insécurité caractérisée par des braquages armés sur cette voie très dégradée. En réaction à ce SOS des jeunes « patriotes » et de la société civile, le gouverneur intérimaire de la province du Sud-Kivu, a annoncé, le 27 mars, le renforcement des mesures de sécurité sur la RN5.

Kinshasa : des ONG sollicitent l'implication du Président de la République pour retracer un diamant de plus de 40 carats disparu. Ces ONG, Environnement, ressources naturelles pour le développement, (ERND Institute) et Leaders de proximité pour la gouvernance locale et inclusive, (LPGLI-RDC), estiment que ne pas retracer cette pierre, est un manque à gagner pour l'Etat congolais. Ce diamant vert a été découvert, en 2022, par un creuseur artisanal, dans la province de Lomami. Cette pierre, une fois découverte a été officiellement enregistrée par le Service d'assistance et d'encadrement de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (SAEMEPE), avant qu'elle ne disparaisse. Cette pierre découverte à Lomami est le diamant le plus gros naturellement coloré.

Professeur Michel Ekwanga : « Les morts par Monkeypox sont des morts inutiles que le pays peut éviter ». Le professeur et chercheur Michel Ekwanga de l'Université de Lubumbashi affirme que les morts que le pays enregistre à la suite de cette maladie sont « des morts de trop » qu'il peut éviter. Il affirme avoir trouvé un protocole pour soigner le Monkeypox mais il a besoin de financement du Gouvernement. Il estime que le Gouvernement devrait financer les recherches pour que les scientifiques parviennent à trouver les solutions aux problèmes de la société.

Goma : présentation du consortium « Together », nouvelle plateforme d'ONG humanitaires. Les organisations membres de ce consortium visent à vulgariser les expériences et les bonnes pratiques devant conduire à « la localisation de l'aide humanitaire », en période de crise. Le coordonnateur du RACOJ, explique le concept «localisation de l'aide humanitaire » comme étant « une démarche qui prépare les organisations locales à être prêt à agir lorsqu'une crise intervient sans attendre de l'aide extérieur ». Le consortium Together est un programme international qui œuvre avec : ADSSE, AIDES, RACOJ N-K, SAD, TPO et DIAKONE KATASTROPHENHILPHE.

Fin de la mission de l'informateur, Felix Tshisekedi dispose d'une coalition majoritaire pour former le Gouvernement.

Durant plus d'un mois de service, l'informateur a consulté les différents responsables politiques, ayant au moins un siège à l'Assemblée nationale. Ces différentes consultations des leaders de l'Union sacrée et ceux de l'opposition ont permis à Augustin Kabuya de dégager une majorité parlementaire acquise au chef de l'Etat. Reconduit dans sa mission, l'informateur a de nouveau échangé avec les leaders de regroupements et partis politiques qui s'étaient signalés membres de la majorité lors des premières consultations. Ces derniers se sont mis d'accord sur le format du futur Gouvernement, le parti au sein duquel le président désignera le Premier ministre et les principes d'attribution

des ministères. Avec ce consensus trouvé et contenu dans le rapport de l'Informateur, Felix Tshisekedi dispose d'une coalition majoritaire au sein de laquelle sera formé le futur Gouvernement.

Beni : 50 membres du mouvement scout sensibilisés au danger des engins explosifs, par l'ONG Synergie des organisations paysannes de développement intégral (SYOPADI). L'objectif de cette sensibilisation est d'instruire les enfants et d'autres scouts concernant les engins explosifs improvisés vu que la ville est sous menace des bombes et des mines. Pour les bénéficiaires, cette activité arrive au bon moment, car ces derniers temps des suspicions d'attaques à la bombe refont surface dans la ville de Beni, selon l'armée.

Kinshasa : les étudiants de l'ISAU dans la rue pour protester contre la majoration des frais académiques. Les étudiants de l'Institut supérieur d'architecture et d'urbanisme ont barricadé la route empêchant le passage des véhicules et troublant ainsi l'ordre public. La police est intervenue pour rétablir l'ordre et les a imposés de retourner dans l'enceinte de leur institution.

Plusieurs ménages de Mbuji-Mayi accèdent difficilement à l'eau potable, à cause des difficultés liées à la fourniture d'eau potable par la Regideso. Cette carence en eau dans la ville de Mbuji-Mayi était au centre des échanges tenus lors de la célébration de la journée internationale de l'eau dans cette contrée. Un membre du cadre de concertation du secteur de l'eau, a énuméré quelques conséquences que subissent les femmes et les enfants qui vont à la recherche de l'eau en dehors de leur foyer : « Il y a les cas de viol, les noyades des enfants, les accidents et les maladies d'origine hydrique ». Pourtant selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un minimum vital de 20 litres d'eau par jour et par personne est préconisé pour répondre aux besoins fondamentaux d'hydratation et d'hygiène personnelle.

Nord-Kivu : deux bombes larguées sur une position des Fardc à Sake. Ces 2 tirs de mortier ont été largués par les rebelles du M23 depuis la colline de Vunano qu'ils occupent depuis plusieurs mois. La cité de Sake reste vidée de ses habitants depuis quelques semaines. Mercredi dernier, la zone de Sake a été le théâtre de violents combats localisés autour de Kanve, Vunano, Muambaliro, sur l'axe ouest Sake-Kirotshe ainsi qu'autour de Lutobogo et du site « trois antennes » au nord de cette cité, située non loin de Goma. Lors de ces combats, quelques bombes larguées par les rebelles sont tombées dans et autour de la base de la force de la SADC à Mubambiro.

Maniema : plus 600 000 enfants attendus à la vaccination contre la polio. Les agents de santé font du porte-à-porte déjà ce 28 mars matin pour vacciner tous les enfants âgés de 0 à 59 mois contre la poliomyélite. Cette campagne de vaccination, cible au moins six cent mille enfants dans les dix-huit zones de santé de la province du Maniema. Cette campagne de vaccination contre la polio va durer trois jours, soit du 28 au 30 mars.

Fonds pour les projets communautaires dans le secteur minier : une réussite à géométrie variable. Cette enveloppe destinée à la réalisation des projets de développement dans les entités affectées par les activités des sociétés minières est constituée de la dotation annuelle de 0.3% de leur chiffre d'affaires. Si le fonds donne des résultats notamment dans la province de Haut-Uele, cela n'est pas le cas dans l'ex Katanga. Grâce aux 0.3% de dotation que Kibali gold verse à l'Etat congolais, des écoles, hôpitaux, centrales solaires, routes de desserte agricole et autres galeries marchandes sont érigés dans cette province. **Création des organismes de gestion spécialisés.** Ces organismes spécialisés ainsi institués par l'arrêté interministériel dans les provinces concernées ont pour mission de mieux gérer les fonds communautaires et mettre en œuvre les projets, explique la cheffe de projets de « dot Kibali ». Elle explique le fonctionnement de l'unité de gestion de projet mise en place sur terrain dans le Haut-Uele : « Les membres de l'organisme retournent vers les différentes communautés pour recueillir les projets. Là, ils ont fait un plan sur 5 ans. C'est un peu comme le cahier des charges. Mais chaque année, ils doivent retourner vers cette communauté là pour voir quelle est la priorité parce qu'elle change ». **Pourquoi au Katanga la dynamique n'est-elle pas la même?**

« Dans le Lualaba et le Haut-Katanga, les choses ne semblent pas avancer. Donc nous sommes en plein processus, en pleine étude pour comprendre les raisons. Et donc, c'est déplorable que depuis 2018, ces fonds continuent d'être toujours gérés par les départements sociaux de ces entreprises ».

La Regideso cherche 1,5 millions USD pour résoudre la pénurie d'eau à Bukavu. L'usine de traitement d'eau située à Murhundu existe depuis 1950. Elle a une capacité de production de 25 à 30 000 m³ par jour. C'est cette usine qui alimente à 80% la population de Bukavu en eau potable. « Nous pouvons répondre à tous ces besoins et ce petit 1,5 million de dollars se trouve dans la population, auprès de nos consommateurs qui ne paient pas assez les factures. Ça se trouve auprès de l'Etat, qui doit aussi payer ses factures, qui ne les paie pas à la hauteur de ce que nous souhaitons, auprès des entités territoriales décentralisées, mais ça se trouve aussi auprès des partenaires financiers ».

Lubero : les Mai-Mai NDC imposent des taxes illégales à la population de Bapere. Selon la société civile locale, ces miliciens exigent, chaque jour, 25 000 FC, environ 9 USD. Le président de la société civile, a regretté que ces Mai-Mai aient demandé des poules aux habitants de ce coin du pays. Il redoute que cette situation crée non seulement l'insécurité mais également la disette dans le secteur de Bapere. Il a en outre conseillé aux miliciens NDC de rejoindre les Wazalendo aux fronts aux côtés des Fardc pour combattre les rebelles du M23.

Uvira : début des travaux de construction de la clôture du palais de justice militaire. Ce projet, financé par la Monusco à travers sa section d'appui à la justice (JSS) à hauteur de 43 000 USD, consiste également à la réhabilitation de la salle d'audiences de ce palais. Ces travaux sont exécutés par l'ONG Volontaires des pays des Grands lacs (VPGL) pour une durée de trois ans. Le président du tribunal militaire de garnison d'Uvira, s'est réjoui que cette clôture puisse sécuriser non seulement ce bâtiment mais également le cachot.

EPST/Nyirangongo : l'ONG Badilika contre la prise en charge des inspecteurs par les chefs d'établissement. ONG de défense des droits de l'Homme, Badilika pointe du doigt quelques inspecteurs itinérants de l'EPST ayant instauré une pratique mafieuse en complicité avec leurs chefs hiérarchiques. Ces inspecteurs itinérants exigent aux chefs d'établissements de prendre en charge leur séjour; alors que ces derniers sont payés par l'Etat congolais et reçoivent les frais de fonctionnement, a déploré l'ONG Badilika.

Walungu : 3 morts lors des échauffourées entre militaire et jeunes Wazalendo, mercredi 27 mars au centre de Nyangezi, dans le territoire de Walungu (Sud-Kivu). Des sources concordantes confirment que tout a commencé avec un militaire qui refusait de s'acquitter de la facture de la boisson consommée. Cette situation a alerté d'autres militaires et jeunes de Nyangezi, qui se font appelés "patriotes Wazalendo". Du coup, la situation a dégénéré et les coups de feu ont retenti. Le bilan fait état de trois morts ainsi que des blessés graves. Toujours à Nyangezi, mardi dernier, un autre militaire avait tiré sur une femme qui lui refusait sa fille en mariage, parce qu'encore mineure.

Aru : les responsables de l'orphelinat Grace Divine lancent un appel à l'aide. L'orphelinat Grace divine des Sœurs de la Charité maternelle dans le territoire d'Aru (Ituri) éprouve d'énormes difficultés pour son fonctionnement. Il héberge actuellement trente enfants, dont dix bébés, victimes des conflits armés notamment dans le territoire de Mahagi ainsi qu'au Soudan du Sud voisin. Ces enfants manquent de nourriture et de lait, ce qui affecte leur croissance.

La sœur Catherine Masia s'inquiète de l'augmentation des orphelins dans cette structure, qui par ailleurs fait face à d'autres défis, dont le manque d'espace d'hébergement et de jeux d'enfants. L'orphelinat Grâce divine des Sœurs de la Charité a ouvert ses portes à Aru-Centre depuis six mois.

Nord-Kivu : la CICR assiste 44 000 personnes déplacées autour de Goma. Suivant les besoins préalablement identifiés par le CICR, les déplacés de certains sites ont reçu de la nourriture : haricots, riz, farine, huile... Tandis que, sur d'autres sites, ce sont des articles de ménage qui ont été distribués : bâches, couvertures, ustensiles, habits..." Faute de capacité d'accueil suffisante dans les camps autour de Goma, les familles s'installent sur les sites des fortunes, où elles sont exposées à des maladies d'origine hydrique comme le choléra. Elles peinent aussi à se procurer un repas par jour", a témoigné le chef de la délégation de la CICR. Pour lui, cette situation est aggravée par l'intensification des combats entre les Fardc et le M23 dans la partie nord de la province du Nord-Kivu. Ces affrontements contraignent un nombre croissant de civils à abandonner leurs foyers de manière répétitive. Le CICR déplore également l'augmentation du niveau des violences contre la population civile, et les Violences sexuelles basées sur le genre (VBG) dans les zones touchées par les conflits.

Vendredi 29 mars.

Kinshasa : la police va utiliser les drones pour combattre l'incivisme routier, et traquer des moto-taximen interdits d'accéder à la Gombe. Ces drones vont « nous permettre de les voir quand ils quittent leurs limites et accèdent à Gombe. Ils seront appréhendés avec leurs passagers ». Cette même technique sera aussi utilisée pour combattre les embouteillages.

Djugu : près de mille ménages déplacés reçoivent une assistance après l'incendie de leurs abris à Katsu. Cet appui arrive 2 semaines après l'incendie qui s'était déclaré dans ce camp causant morts d'hommes et plusieurs dégâts matériels. Ce sont 978 ménages composés en majorité des femmes et des enfants qui ont bénéficié de cette assistance, comprenant essentiellement des ustensiles de cuisine, de couvertures, des pagnes et des nattes. Il y a aussi des bidons, savons de lessive et de toilettes, des kits d'hygiène intime pour les femmes en âge de procréation et deux bâches par ménage qui va les aider à reconstruire leurs abris détruits par les flammes le 13 mars 2024. « Bien qu'il y ait encore d'autres besoins notamment en eau, hygiène et assainissement. Nous avons donné aussi des outils aratoires pour soutenir cette population dans le creusage des trous et d'autres travaux d'assainissement ». Ces

déplacées n'arrivent pas à accéder à leur champ à cause de la présence des hommes armés. Ce qui accentue leur misère.

Tanganyika : installation du bureau définitif de l'assemblée provinciale. Après l'installation de ce bureau de l'assemblée provinciale, son président a lancé un message d'unité à tous les députés provinciaux. « Je voudrais insister sur le fait que ce vote n'est pas la victoire d'un camp contre un autre, c'est la victoire de toute la province du Tanganyika. Nous allons travailler ensemble avec tous les collègues pour rassurer et permettre le développement à notre province. Nous allons prôner l'unité, le dynamisme et un leadership fort pour l'intérêt de la population et de toute la province ». Il espère que les péripéties conflictuelles qu'a connu l'assemblée provinciale par le passé ne reprennent plus. Des divisions à l'assemblée provinciale du Tanganyika ont été à la base de bagarres entre députés.

Le cancer du sein est celui qui tue les plus de femmes à l'Equateur, selon une association de médecins femmes. Sans en donner des chiffres, la Dynamique des médecins femmes de l'Equateur, soutient que le cancer du sein est la première pathologie qui tue les femmes atteintes de cancer à l'Equateur. Pour réduire les risques, elle a insisté sur la sensibilisation des femmes surtout à pratiquer régulièrement la palpation des seins pour détecter précocement la présence de nodule, en vue de prévenir cette maladie.

Goma : 78 présumés criminels arrêtés à l'issue d'une opération de bouclage. La traque des malfaiteurs est une opération planifiée par le conseil urbain de sécurité depuis le début de l'année. Ceci, en réponse à la montée du banditisme, indique le maire de Goma. L'escadron de lutte contre la criminalité et les stupéfiants a mené une opération de bouclage dans les quartiers Katoyi, Ndosho et Mapendo. Profitant de la présentation de tous ces présumés bandits, le maire de Goma a invité la population à contribuer à la sécurisation de la ville en dénonçant les criminels.

Beni : plus de 80 personnes tuées par les ADF depuis octobre 2023, estime la société civile. « La situation sécuritaire est très préoccupante dans le territoire de Beni, secteur de Beni Mbau depuis que les ADF/Nalu ont tué plus de 26 personnes à Oicha au quartier Masosi en octobre 2023. Depuis cette date, nous avons déjà enregistré plus de 80 personnes tuées et 60 personnes portées disparues. Voilà aujourd'hui, nous sommes entourés par cet ennemi de l'Est à l'Ouest de Samboko à Beni-Saio, Mangina, Mambassa et Irumu. Et vous la population civile qui collabore et ravitaille cet ennemi, nous vous mettons en garde. Nous vous appelons à collaborer avec l'armée et les services de sécurité pour permettre à celle-ci de frapper totalement l'ADF et ses supplétifs. Au gouvernement, prenez en considération l'insécurité du Grand-nord au même titre que celle du M23 », a déclaré la société civile.

Désengagement de la Monusco : au moins 277 casques bleus pakistanais ont quitté le Sud-Kivu. Le porte-parole militaire de la Force de la Monusco a indiqué que le départ de ces casques bleus s'inscrit dans le cadre de la première phase du désengagement progressif de la Monusco de la RDC. Pour lui, la Monusco s'est engagée à mettre en œuvre le nouveau mandat de retrait progressif, tout en permettant aux forces de sécurité locales d'assumer, de manière indépendante, les responsabilités qui sont les leurs. La base de la Mission onusienne à Kamanyola (Sud-Kivu), a été fermée le 28 février dernier, et a été remise à la Police nationale congolaise.

Les ministres des Mines et des Affaires sociales inaugurent des ouvrages sociaux dans le Haut-Uele. Il s'agit du centre de santé Lanza et l'institut Lanza dans la chefferie de Dhongo, du centre de santé Abimbva dans la chefferie Logo Doka, tous situés dans le territoire de Faradje. Il y a également l'institut Mangoro dans le secteur Mangbutu en territoire de Watsa. Ajouté à cela, la toute première morgue de la cité minière de Durba à Watsa. Toutes ces infrastructures sont parmi les 42 projets lancés en 2023 par la Dot Kibali dont le financement provient de la dotation annuelle de 0.3 % du chiffre d'affaires de Kibali Mines pour les projets communautaires. Ces ouvrages vont permettre aux communautés locales de se faire soigner et de scolariser les enfants dans de bonnes conditions.

Ituri : 4 morts dans une attaque des rebelles ADF à Ndimo. Les habitants de Ndimo dans la chefferie de Walese Vonkutu ont été surpris vers 19 h par des tirs alors qu'ils vauaient à leurs occupations. La vingtaine d'assaillants se sont dirigés tout droit vers le centre de santé du village, le seul dans le milieu situé à moins d'un km de la base de la force conjointe Fardc-armée Ougandaise (UPDF) en opération dans la région. Bilan de 4 morts dont 1 militaire Fardc qui tentait de riposter face aux assaillants. La même source parle de 5 autres personnes grièvement blessées. Avant de se retirer, ces rebelles ont pris en otage six personnes dont trois femmes et deux enfants.

Kinshasa : au moins 69 détenus bénéficient de la libération conditionnelle à la prison centrale de Makala. Le Procureur général près la Cour de cassation, a accordé, jeudi 28 mars, la liberté à 69 détenus de la prison centrale de Makala, répondant aux critères de la loi. Il a affirmé avoir recommandé au directeur de la prison centrale de Makala de ne pas accepter des détenus n'ayant pas de dossiers régulièrement constitués. Il a par ailleurs demandé aux détenus ayant passé 5 ou 10 ans sans voir les magistrats de signaler leurs cas à qui de droit.

Sud-Kivu : validation des mandats de 44 députés provinciaux et de 4 chefs coutumiers cooptés. 3 principales forces politiques se dégagent en tête de cet organe délibérant du Sud-Kivu. C'est l'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC) qui vient en tête avec 12 députés, l'Union pour la nation congolaise (UNC) et l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et leurs alliés qui ont chacune 11 députés provinciaux. Ces formations politiques vont devoir négocier la composition du bureau définitif de l'assemblée provinciale du Sud-Kivu.

Kindu : Ensemble pour la République appelle au classement sans suite du dossier de Salomon Idi Kalonda. Le président fédéral d'Ensemble pour la République ville de Kindu (Maniema), a formulé cette requête au lendemain de l'annonce par la Cour militaire de Kinshasa/Gombe, de la mise en liberté provisoire de ce conseiller spécial de Moïse Katumbi, après dix mois d'emprisonnement. Il a par ailleurs demandé à la population de la ville de Kindu qui se réjouit de cette mise en liberté provisoire, de s'armer de patience en attendant le retour de leur leader.

Goma : des opérateurs économiques s'indignent face au recouvrement forcé de la TVA. En guise de protestation, plusieurs boutiques et magasins sont restés fermés ce vendredi matin au centre-ville et au quartier commercial Birere de Goma. « Nous appelons ceux qui ont mandat dans ces régies financières de faire recourt à leurs syndicats, pour qu'on se réunisse et qu'on discute avec la DGI, la DGRAD, la DGDA mais la DGMK, car c'est là où il y a problème. Il faut leur dire que la situation que nous sommes en train de traverser, n'épargne personne. Nous devons atténuer pour ne pas enflammer les esprits inutilement. Ça ne sert à rien de presser le citron qui n'a plus de jus ».

Kinshasa : publication de la BD « Le combat d'Anaïs » pour sensibiliser contre les violences sexuelles. La coordonnatrice de l'ASBL Femina, auteure de la BD, dit relater l'histoire d'une adolescente de 16 ans, victime de viols, qui s'est battue pour réaliser son rêve de devenir avocate. L'ONG Femina entend distribuer cette bande dessinée dans les écoles de Kinshasa.

Ituri : Samuel Ajaruva élu président de l'assemblée provinciale, le 28 mars. Cet élu du Mouvement de libération du Congo a été élu au deuxième tour avec 31 voix contre 16 obtenues par son challenger, Samy Uforwoth Jakwong'a.

Il va désormais diriger cet organe délibérant, appuyé par son adjoint, Louis Adaba, élu d'Irumu.

L'entreprise Proton CABELEEC produit plus de 4000 tonnes de cuivre par an. A cette occasion, le ministre de l'Industrie a invité les opérateurs économiques congolais et la Société nationale d'électricité (SNEL) à s'approvisionner auprès de l'entreprise Proton CABELEEC, en fils conducteurs. Le ministre de l'Industrie s'est réjoui que l'entreprise Proton CABELEEC, avec sa production annuelle, permet à l'économie du pays de garder près de 34 millions USD. Il a par ailleurs assuré que l'entreprise Proton CABELEEC produit les câbles qui peuvent être utilisées dans toutes les entreprises à travers le monde.

Samedi 30 mars.

Peine de mort en RDC : l'ONG OILICE redoute « que les décideurs politiques éliminent leurs adversaires ». L'Organisation internationale de lutte contre l'injustice et la corruption électorale (OILICE) souhaite que la peine de mort ne soit pas sélective en RDC. « Il faut que les détournés des deniers publics, les corrompus, les corrupteurs et leurs complices soient exécutés pour servir d'exemple », a poursuivi Gladis Kingombe. Il a par ailleurs demandé au Gouvernement d'améliorer le social de la population et la justice.

Goma : peine de mort requise pour 11 officiers militaires. Les onze officiers sont poursuivis par l'organe de la loi notamment pour « lâcheté, faux et usage de faux et incitation des militaires à commettre les actes contraires au devoir ou à la discipline ». Les prévenus avaient été condamnés au premier degré par la cour militaire.

Elections des gouverneurs et sénateurs : la Ceni publie la liste des candidats retenus. Sur les 1115 candidatures enregistrées aux sénatoriales, 1103 ont été retenues. Les 12 autres ont été déclarées irrecevables. Concernant les élections des gouverneurs des provinces et leurs vices, 231 candidatures restent en lice sur les 237 enregistrées. 6 candidatures sont donc recalées. **Calendrier électoral :** les élections des gouverneurs des provinces auront lieu le 29 avril. Les candidats validés vont battre campagne devant les députés provinciaux du 25 au 27 avril. Les candidats sénateurs seront en campagne électorale du 18 au 20 avril. Les élections sénatoriales sont prévues le 22 avril 2024. Ces scrutins sont prévus dans 22 des 26 provinces de la RDC. Elles n'auront lieu en Ituri et au Nord-Kivu qu'après la levée de l'état de siège. Les candidats gouverneurs et sénateurs du Kwilu et du Nord-Ubangi devront aussi attendre la tenue des élections législatives provinciales dans les territoires de Yakoma et Masimanimba.

Beni : des agents et cadres de la police formés comme formateurs en maintien de l'ordre public. Une quinzaine d'agents et cadres de la Police nationale congolaise (PNC) ont été certifiés ce vendredi 29 mars à Beni comme formateurs en maintien et rétablissement de l'ordre public (MROP), ainsi qu'en gestes et techniques professionnels d'intervention (GTPI), à l'issue d'une formation de dix jours organisée par la police de la Monusco (UNPOL). Le commandant de la police de la Monusco à Beni, exhorte ces policiers, à assurer la formation de leurs pairs, en vue de prendre la relève de la MONUSCO qui est dans sa phase de désengagement.

Les travaux de cantonnement de la route Kindu-Kibombo sont effectués à 75 % (Dynamique Salomon Idi Kalonda). Les usagers de cette route, longue de 150 km, ont exprimé leur satisfaction. Ils ont salué la bonne volonté de leur bienfaiteur, Salomon Idi Kalonda, qui finançait à 100% ces travaux pendant qu'il était en prison à Kinshasa.

Pour eux, et notamment les motards qui empruntent cette route, cette réalisation apporte une bouffée d'oxygène. D'après leur témoignage, ils ne mettent maintenant moins 3 h sur ce tronçon alors qu'auparavant, ils passaient toute la journée pour le parcourir.

Sud-Kivu : plus de 280 000 déplacés de Masisi vivent en difficulté à Minova. Ces hommes, femmes et enfants ont fui des combats entre les Fardc et les rebelles du M23, appuyés par l'armée rwandaise. Ils sont logés dans les 61 sites d'hébergement éparpillés dans Minova ainsi que dans des familles d'accueil. D'autres occupent les salles de classes, les églises, les structures de santé ou encore certains immeubles en chantier. Pour survivre, certains de ces déplacés travaillent pour les ménages de Minova afin de recevoir un revenu d'environ 2 000 FC. Ils éprouvent d'énormes difficultés pour accéder à l'eau potable. La Croix-Rouge a réussi à leur distribuer des couvertures et des ustensiles de cuisine. La société civile plaide pour une réponse urgente en faveur de ces personnes à Minova.

Lubero : 7 décès en moins d'un mois dans le site des déplacés de Kayina. La société civile locale attribue cette situation à la famine et au manque de prise en charge médicale. Ces déplacés, sont estimés à environ 15 000 ménages.

Moins de la moitié de ces personnes ont bénéficié de l'assistance du Gouvernement. Cependant, elles jugent cette assistance insignifiante.

Maniema : plus de 50 000 cas de tuberculose sensible notifiés en 2023 et 25 autres pharmacos résistantes. Le coordonnateur provincial du Programme de lutte contre la lèpre et la tuberculose, a indiqué que cette situation s'explique par les ruptures fréquentes des stocks en médicaments anti tuberculeux de première ligne dans 25% des formations médicales. Il a ajouté que la province du Maniema a connu de ruptures généralisées en intrant de puissance de diagnostic de tuberculose au troisième trimestre 2023. C'est ainsi qu'il a plaidé pour l'augmentation des performances liées à la détection des cas de tuberculose au Maniema.

Beni : lancement du projet « Tujenge » pour lutter contre le réchauffement climatique. Il s'agit d'un projet de 5 ans, visant à diminuer la pression exercée par les riverains sur le parc national des Virunga (Nord-Kivu) et sur la Réserve de Faune à Okapi, à Mambasa. Ce projet entend également lutter contre la déforestation, en mettant à la disposition de la communauté des foyers améliorés à base de briquettes et ambitionne de mettre en place des foyers électriques à induction, à base d'énergie solaire. Les conflits de voisinage sont devenus récurrents entre les populations riveraines du Parc national des Virunga et de la Réserve de Faune à Okapi d'Epulu, territoire de Mambasa et l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN). Ces populations, en quête d'espace de survie, exercent une forte pression sur ces aires protégées, notamment à travers la coupe de bois pour la fabrication de la braise.

Kinshasa accueille la 5e édition de Level Up Makutano. Ce forum encourage les femmes à créer des entreprises ou encore de business. Placée sous le thème : « Business Game », (le jeu des affaires), cette plateforme cible les femmes entrepreneures, les leaders émergents et les visionnaires ambitieuses de tous secteurs confondus en RDC. Cette année a été mis sur trois principaux piliers à savoir : Business, Game et Network.

Dimanche 31 mars.

Ituri : 16 morts dans des attaques des ADF en trois jours à Walese Vonkutu. Des rebelles ADF ont tué huit civils et blessé une dizaine autre dans une nouvelle attaque, perpétrée samedi 30 mars, au village Ndimu, sur la RN4, territoire d'Irumu (Ituri). Cela porte à 16 le nombre de personnes tuées par des ADF dans la chefferie de Walese Vonkutu en l'espace de trois jours. Les habitants de Ndimu qui avaient encore à l'esprit la mort de quatre personnes, dont un militaire Fardc la nuit de jeudi à vendredi par des ADF, ont été surpris samedi dans la matinée par des tirs nourris de ces mêmes rebelles dans le quartier Ndimokoto. Non loin de là, dans le groupement

Bundingili à Zunguluka, un autre groupe d'ADF a également tué quatre personnes et ont pris en otage 15 civils pour transporter les butins après avoir incendié douze maisons.

Tanganyika : 150 combattants du groupe armé SARMA rendent leurs armes aux autorités militaires à Kalemie. Ces combattants étaient accompagnés de plus d'une centaine de leurs dépendants. Pour l'instant, ces miliciens dirigés par leur leader Shabani Kasai Sarma se sont installés au village Kampunda à 35 km de Kalemie sur la route Bendera en attendant leur désarmement et leur adhésion au processus démobilisation. Vendredi 22 mars dernier, 11 autres combattants du même groupe armé s'étaient encore rendus aux Fardc au village Kidjugwe sur les collines surplombant la cité de Kabimba dans le territoire de Kalemie.

Lubero : pénurie de médicaments pour la prise en charge des malades au centre de santé de Bingi. L'administrateur gestionnaire du centre de santé de Bingi, affirme que ce centre de santé de référence situé dans le territoire de Lubero, au Nord-Kivu, n'a plus de médicaments en stock. Ceci, après avoir accueillis et pris en charge en début de semaine, plus de cinquante blessés d'un accident de circulation survenu au retour d'un enterrement. Il affirme qu'à ce jour, tous les produits pharmaceutiques du centre sont épuisés. Il demande au gouvernement provincial et national de voler urgemment à leur secours, car, cette structure de référence est pleine des déplacés venus de Rutshuru, Beni, Masisi et qui ont constamment besoin des soins médicaux.

Grand Katanga : l'institut de recherche « Ebuteli » note une diminution des violences électorales en 2023, contrairement aux processus électoraux des années précédentes qui étaient emalés de profondes violences. Jacques Mukena, chercheur et membre de cet institut de recherche, affirme que depuis novembre 2023 jusqu'au mois de février 2024, il y a eu 18 incidents dans l'espace Grand Katanga. Il a précisé que les incidents les plus importants monitorés sont les affrontements entre les partisans des partis politiques, UDPS, Ensemble, Nouvel Elan et même UNAFEC. Ces données ont été collectées depuis le mois de novembre 2023, ajoute-t-il. Dans son rapport, Ebuteli mentionne aussi des cas de décès liés au processus électoral, mais sans en préciser le nombre. L'institut de recherche « Ebuteli » dit avoir fait trois autres notes d'analyse. La première c'est celle-ci sur le Grand Katanga, la deuxième, concerne Kinshasa et la troisième, porte sur la ville de Goma.

Tshopo : l'assemblée provinciale débute sa session de mars sur fond de contrôle parlementaire. Au cours de la cérémonie d'ouverture, le président de cet organe délibérant, Matheus Kanga Londimo a rappelé que la stabilité des institutions provinciales est gage de développement, et qu'elle devrait être axée sur la responsabilité collective. Il a également dit connaître pertinemment les attentes de la population. « Notre population attend du contrôle parlementaire des réponses correctives et concrètes à son propre quotidien ». Il affirme aussi que le contrôle implique un travail bien fait de tout un chacun pour construire un bel avenir : « j'interpelle votre conscience afin de ne pas décevoir les attentes de notre population ».

Clôture du mois de la femme : la Monusco sensibilise les détenues de la prison centrale de Bukavu sur leurs droits. Cette sensibilisation a porté sur leurs droits en tant que femmes, sur l'égalité des sexes, la non-discrimination mais également sur les infections sexuellement transmissibles, notamment le VIH/Sida. Après la formation, la Monusco leur a aussi remis des kits composés des serviettes hygiéniques, des savons et détergents, pour leur permettre d'avoir une bonne hygiène corporelle, indispensable pour une bonne santé.

Législatives 2023 : le député Kabengela appelle à la publication de l'arrêt de la Cour constitutionnelle sur les sièges comblés à l'Assemblée nationale, concernant les territoires de Rutshuru, Masisi et Kwamouth dans la province de Maï-Ndombe où les élections législatives n'ont pas été organisées à cause de la dégradation de la situation sécuritaire. Il a aussi salué le traitement des contentieux électoraux législatifs effectué par la Cour constitutionnelle.

Beni : les fidèles Kimbanguistes célèbrent l'an 1 de l'ordonnance décrétant le 6 avril jour férié en mémoire de Simon Kimbangu. Le responsable de l'église Kimbanguiste à Beni, a rappelé que la date du 6 avril marque le début du ministère de Simon Kimbangu. Il a salué le combat qu'a mené ce prophète congolais pendant l'époque coloniale. Il a aussi salué le fruit du combat de « papa Simon Kimbangu », et sa reconnaissance par la République, qui a décrété le 6 avril « journée de combat et de la conscience africaine » en RDC.

Beni : les chrétiens célèbrent Pâques sur fond d'alertes à la bombe. A la paroisse CECA 20 francophone du quartier Matonge, plusieurs fidèles sont allés prier et participer au culte de Pâques. A l'entrée ce dimanche, quelques dispositifs de sécurité y ont été mise en place. A la porte principale, des jeunes de la brigade de sécurité de l'église ont accueillis les fidèles avec un détecteur de métaux en main. La brigade de sécurité a aussi procédé à des fouilles et des palpations systématiques des sacs à mains et de tout autre bagage de chaque fidèle.

Kinshasa : l'UDPS réclame la Primature ou le perchoir de l'Assemblée nationale. « Cette fois-ci, l'UDPS devra avoir la Primature parce que depuis que nous avons accédé au pouvoir, nous avons eu trois Premier ministre. Et les deux premiers étaient tous du FCC : Tshibala et Ilunkamba. Le dernier qui vient de démissionner, Sama Lukonde est de l'Union sacrée. Ça ne nous a pas gênés. En tant que le plus grand parti de l'Assemblée nationale, nous avons le droit de prendre la Primature ».

Maniema : l'assemblée provinciale place sa session de mars sous le signe du social. « Cette législature devra être différente de celle passée, par l'accent particulier qui sera accordé sur le social de la population du Maniema. Nous sommes de délégués et notre rôle consiste à satisfaire le souverain primaire, détenteur du pouvoir original que nous exerçons ici », a déclaré le président de l'assemblée provinciale. Il a également encouragé ses collègues à privilégier le débat constructif et d'intérêt général dans ce temple de la démocratie. La Nouvelle dynamique de la société civile du Maniema a appelé les élus à se distinguer des autres législatures.

Nord-Kivu : calme précaire ce dimanche sur les lignes de front de Rutshuru, Masisi et Nyirangongo. Entre-temps, le M23 consolide ses bases dans le territoire de Masisi avec l'arrivée, samedi dernier, de nouveaux renforts en hommes et munitions dans la cité de Kitchanga. Selon des sources sur place, de longues colonnes humaines transportant des caisses de munitions auraient pris la direction de Mushaki sur l'axe Sake-Masisi centre pour consolider leurs positions sur les crêtes des collines Ndumba, non loin de la cité de Sake dans le groupement Kamuronza et Shasha à une dizaine de km sur l'axe Sake-Bweremana en groupement Mufuni-Shanga. Cet impressionnant déploiement de rebelles dans les différents villages et localités du territoire de Masisi créé la psychose au sein de la population et inquiète de plus en plus les acteurs locaux.

Lubumbashi : plaidoyer pour un monde sportif égalitaire et paritaire. Des athlètes, dirigeantes et journalistes femmes de Lubumbashi (Haut-Katanga) ont plaidé, vendredi 29 mars, pour un monde sportif égalitaire et paritaire. « Nous avons constaté que la parité coté sport, pour les hommes et les femmes, n'est pas aussi effective que ça soit sur le plan médiatique. C'est le sport masculin qui est plus évoqué que celui féminin par le gouvernement. Il y a plus de regards du côté du sport masculin que chez les dames », a fait savoir la journaliste sportive et initiatrice de ce forum. Elle a en outre demandé aux fédérations sportives d'encourager les filles à la pratique des sports dans les écoles.

Kwilu : au moins 1 206 500 enfants de moins de 5 ans attendus à la vaccination contre la polio. Le médecin chef du Programme élargi de vaccination (PEV) au Kwilu, a indiqué que cette activité vaccinale se déroule dans toutes les 24 zones de santé du Kwilu, durant trois jours. Les vaccinateurs vont passer maison par maison. Il a révélé qu'au premier trimestre de 2024, la province du Kwilu a notifié dans l'ensemble huit cas de paralysie flasque aiguë.

Bunia : sensibilisation de la population sur la bonne gestion des déchets. Des agents de l'ONG Ville propre ont sillonné plusieurs artères principales du centre de Bunia pour sensibiliser la population. Le coordonnateur de cette structure, a déploré le fait que des caniveaux sont pleins de déchets après deux à trois jours à la suite de la mauvaise gestion des déchets par la population. Selon lui, c'est ce qui impacte négativement sur l'environnement mais également sur le bon fonctionnement de la centrale hydro-électrique de Budana. Plusieurs acteurs environnementaux de Bunia ont demandé au maire de cette ville de prendre cette question avec beaucoup d'intérêt pour disponibiliser son entité d'un espace pour le déchargement et la transformation des déchets. Entre-temps, la mairie de Bunia prévoit des séances des formations à ce début de mois d'avril sur la transformation des déchets.

